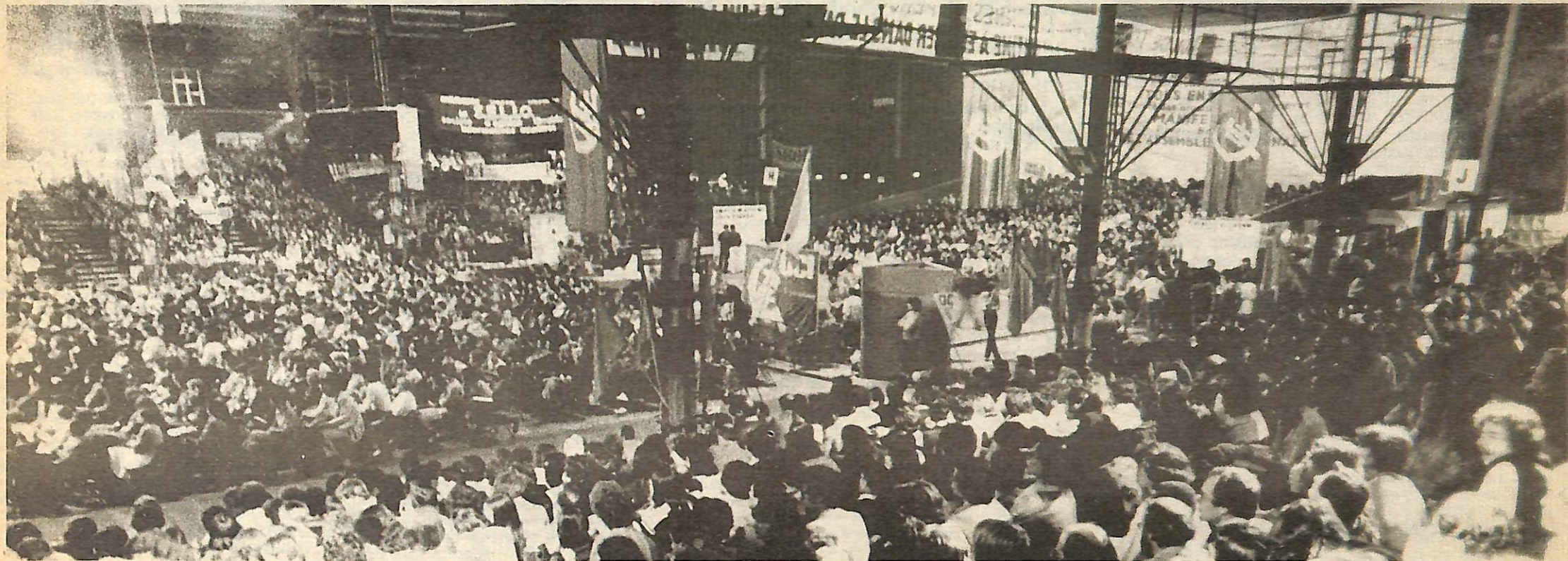


Correspondance Internationale

LA VÉRITÉ

Débats - Théorie - Doctrine et histoire - Résolutions - Vie du mouvement



Deuxième réunion du Conseil général

La IV^e Internationale se reconstruit

Le Conseil général qui s'est réuni du 23 au 29 mai dernier, en plus de l'adoption de résolutions et de textes politiques importants pour la construction de partis révolutionnaires liés aux masses, a permis de faire le point et d'établir que la reconstruction de la IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, est en marche.

Une première manifestation objective et évidente de cette progression, c'est la victoire historique que constitue la libération des deux militants français arrêtés en Tchécoslovaquie et la réintégration d'un dirigeant ouvrier à son poste de travail en Pologne, tous trois opposants au stalinisme. En outre, il y a la rôle joué par l'OCI unifiée dans la défaite de Giscard en France et la possibilité qui s'ouvre à elle de devenir le premier parti trotskyste jouissant d'une influence de masse, la position des révolutionnaires argentins à la tête de la lutte contre la dictature militaire, le soutien apporté à une organisation mondiale étudiante et indépendante sur le point de se créer à Varsovie, capitale de la révolution politique antibureaucratique, la récente mais réelle influence de nos partis au Vénézuéla, au Pérou et au Brésil, la difficile intervention de nos sections au Nicaragua et au Salvador, dans la révolution centre-américaine, ainsi que les efforts multipliés dans plus de quarante pays pour dépasser le stade embryonnaire et propagandiste. Tout cela, constitue indéniablement un cadre général de progression qui prend sa place dans la montée révolutionnaire que nous sommes en train de vivre à l'échelle mondiale.

Cette progression n'est pas le fruit du hasard, elle est systématique. Elle répond à un objectif fixé et à une centralisation. Il y a 18 mois, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Tendance léniniste-trotskyiste et la Fraction bolchévique constituaient le Comité paritaire. En décembre, ils convoquaient la première conférence ouverte du trotskysme. Ensemble, ils rédigèrent un programme, les Thèses, et désignèrent une direction unifiée. Dès les mois suivants, le Comité exécutif désigné travaillait en équipe, élaborant les documents politiques, contrôlant la publication de *Correspondance internationale-La Vérité*, prenant les initiatives nécessaires au développement de nos campagnes, menant la discussion avec les différentes sections.

Après cette expérience, le Conseil général a pu constater que cette direction est une équipe qui élabore politiquement. La « IV^e Internatio-

nale (Comité international) » est en train de jeter les bases du centralisme démocratique, et les partis qui sont sur la voie de l'unification et de l'homogénéisation progressive, multiplient les efforts pour intervenir au sein du mouvement des masses.

La réunion du Conseil général a montré que c'était un organisme préoccupé de définir l'orientation politique, de préciser les caractéristiques, les analyses et les mots d'ordre pratiques, tout cela ayant comme dénominateur commun la volonté de développer les partis de l'Internationale trotskyste. C'est pour cette raison que nous avons pu discuter librement, sans prendre de précautions. Certes, tous les votes n'ont pas été unanimes, mais en tout cas, ces différences d'opinion ne correspondaient déjà plus aux anciennes fractions, qui semblaient dès lors être un « souvenir de notre enfance politique », elles étaient tout au contraire la manifestation de cette élaboration en commun, vivante, sur la base d'un même programme et d'une même méthode.

Cela faisait des dizaines d'années qu'une direction trotskyste n'avait travaillé ainsi. Le camarade Pierre Lambert en a témoigné : « J'ai eu l'occasion d'assister à de nombreux CE de la IV^e Internationale jusqu'en 1952, j'ai assisté à de réunions du Comité international, à celles du CORQI, et je crois que tous les membres du Conseil général partagent mon sentiment : nous avançons réellement vers la constitution d'une direction internationale. Ce qui a commencé à se réaliser ici, une discussion libre, approfondie, sur la base des principes, dans laquelle on ne distinguait pas les fractions du passé, c'est la preuve que nous sommes en train d'atteindre notre but. » Tout cela est d'une importance décisive pour la reconstruction de la IV^e Internationale, fondée sur le centralisme démocratique.

Cette possibilité qui s'ouvre maintenant a été écrasée dans l'œuf il y a quarante ans, avec l'assassinat de Léon Trotsky. Dans la période d'après-guerre, le révisionnisme et les manœuvres bureaucratiques avaient tout transformé en une parodie de centralisme démocratique. Le secrétariat international de l'époque disloqua la IV^e Internationale, submergée sous l'opportunisme, victime de mesures administratives et bureaucratiques. Par la suite, et jusqu'à nos jours, le Secrétariat unifié a eu recours à la cari-

cature opposée afin de sauver la politique révisionniste opportuniste. Une sorte de coordination d'organisations fédérées qui ne peut exister que dans la mesure où chacun fait ce qui lui plaît.

La nouvelle équipe internationale de direction, qui représente un dépassement qualitatif des fractions qui ont lutté dans des camps différents contre le révisionnisme, sur la base de plusieurs années d'expérience dans le combat révolutionnaire et sur la base du principe selon lequel elle ne doit ni se substituer ni poser d'ultimatums aux dirigeants nationaux, mais, au contraire, établir avec eux une discussion riche et dialectique, cette direction donc, s'appête à refermer cette brèche qui démantela la IV^e Internationale. La reconstruction du parti mondial de la révolution socialiste se présente maintenant comme une tâche qui dépend de l'affirmation et du développement de la « IV^e Internationale (Comité international) », une tâche actuelle et réalisable. Si tout se déroule favorablement au cours des prochains mois, le Conseil général devra alors mesurer s'il est dans ses possibilités de convoquer une nouvelle conférence mondiale, forte d'une autorité suffisante pour proclamer la IV^e Internationale reconstruite.

Et Pierre Lambert concluait ainsi : « Oui, comme l'expliquait le camarade Moreno, c'est notre tâche que la convocation de la deuxième Conférence mondiale soit celle du Premier Congrès de l'Internationale reconstruite. Je pense que cela va dépendre en grande partie de l'esprit de responsabilité des différentes sections et du développement de la discussion que nous devons avoir. J'invite les camarades dans les différents pays à faire preuve d'une aussi grande responsabilité que celle que nous avons démontrée ici, dans ce Conseil général, en ce qui concerne les relations dans les sections et les relations dans chaque pays. Et si véritablement cela devient une réalité, cela signifiera non seulement que nous aurons compris la nécessité de réaliser les fusions à l'échelle nationale, mais en plus, et surtout, que nous nous hisserons tous ensemble à la hauteur des tâches historiques que nous devons accomplir, celles qui correspondent aux nécessités de l'émancipation du prolétariat et de la construction du parti mondial de la révolution socialiste. »

Juin 1981

Comité exécutif de la

« IV^e Internationale (Comité international) »

Dans ce supplément

Nous continuons dans ce numéro la publication des documents de la deuxième réunion du conseil général de la IV^e Internationale (Comité international), qui s'est tenue du 23 au 29 mai.

Devant l'impossibilité matérielle de rendre compte de la totalité des débats, nous avons opté pour la solution suivante :

1 - Publication du rapport d'activité (page II).

2 - Publication d'une intervention sur le front unique anti-impérialiste, à propos de laquelle s'ouvre un débat dans l'Internationale (page V).

3 - Sur la Pologne, dans notre numéro 7 du mois d'avril, nous avions publié des projets de résolutions, qui ne furent approuvés qu'après. Dans ce numéro, nous avons voulu compléter ces documents en publiant différentes interventions sur le sens du mot d'ordre d'Assemblée constituante et une autre qui résume les conclusions du débat (à partir de la page VI).

Nous avons laissé de côté pour le prochain numéro les débats et documents sur l'Espagne, le Portugal, l'Amérique centrale et la situation mondiale, qui termineront ainsi la publication des textes de la réunion du conseil général.

Nous tenons à préciser que les transcriptions des interventions des différents orateurs ont été synthétisées ou corrigées dans leur forme, avec leur accord. N'ayant pu consulter personnellement le camarade Miguel Capa, la rédaction s'excuse par avance dans le cas où une inexactitude se serait glissée dans la transcription de son intervention.

Est également publié un éditorial du comité exécutif en rapport avec la réunion du conseil général. Dans les numéros suivants, le comité exécutif sera présent avec son propre éditorial.

Le bilan de cinq mois

Une nouvelle équipe de direction

Rapport de Miguel Capa

Il y a cinq mois, s'achevait la Conférence ouverte. Pour moi, pour nous tous en général, elle avait deux objectifs fondamentaux : asseoir les bases programmatiques nécessaires à la reconstruction de la IV^e Internationale, préparer le terrain pour, dans un court délai, proclamer sa reconstruction.

Ces deux objectifs ont connu, depuis, un certain développement et se sont enrichis à plusieurs égards. Notamment par les amendements aux *Thèses* qui achevèrent de préciser le programme. En ce qui concerne cette question, les délais étaient très courts, car la majeure partie des amendements proposés, bien qu'étant intéressants, ne remettaient pas en question l'analyse de fond des thèses.

Contradictoirement à cela, la perspective de reconstruction de la IV^e Internationale pose un problème qui, à mesure que nous nous développons, devient toujours plus pressant : la nécessité du centralisme démocratique. Car, il ne peut y avoir de reconstruction de la IV^e Internationale sans que nous arrivions à instaurer totalement le centralisme démocratique qui, à son tour, exige un fonctionnement bolchevique de l'Internationale et l'existence de sections uniques.

Voyons donc les pas accomplis dans cette voie et, plus concrètement, dans la voie du centralisme démocratique.

I.- Une équipe de direction

Avec la question du programme, celle de la direction est une question clé pour tout parti. Certains accords programmatiques au sein d'organisations saines n'ont cependant pas permis de dégager d'équipe de direction homogène. Trotsky expliquait que, dans les périodes normales, la force d'inertie faisait que l'état d'esprit général des ouvriers était conservateur. C'est précisément dans les époques révolutionnaires que cette mentalité commence à changer. Ce poids de l'inertie existe dans nos propres organisations, crée des habitudes, y compris au sein des équipes de direction. Parfois, un certain langage, un jargon même, avec ses mots clés, se forme.

Une marche plus rapide que prévue

En ce sens, nous pouvons dire que nous avons progressé rapidement vers la constitution d'une direction unique de l'Internationale, conçue comme une équipe.

Dans le Comité paritaire (1) nous avons constaté que nous avançons très rapidement. Maintenant, nous le confirmons. Le facteur le plus déterminant à ce propos, c'est le poids important, théorique et matériel, de tout ce que nous avons écrit au cours de ces cinq derniers mois. Et nous avons progressé en tant qu'équipe plus encore que ne l'indiquent les *Thèses* et autres documents. Il nous faudra étudier, quand nous le pourrons, les causes de cette rapidité. En gros, nous pouvons dire qu'il y a des expériences et des conclusions très similaires entre le PST et l'OCI unifiée.

Il serait intéressant d'approfondir les raisons de cette similitude. En prenant par exemple un problème théorique : pourquoi, dans la question — vieille de quarante ans — de savoir si l'Amérique latine constitue ou non une nation, les camarades de l'OCI et ceux du PST ont mené la même bataille sans se connaître.

Pour l'instant, je décris : je ne prétends pas trouver les causes. Nous formons une équipe incroyablement homogène. Sinon, nous n'aurions pas pu nous prononcer sur tant de problèmes théoriques, politiques et d'organisation, grands et petits. On travaille beaucoup, et on aboutit à des résultats et des réponses en accord avec les nécessités politiques.

C'est quelque chose de très important. Pourtant, il y a encore des camarades qui ne sont pas imprégnés de cela. A

Pour le comité exécutif, il y a cinq axes fondamentaux :

1.- **Construire une direction respectée qui travaille véritablement en équipe** et cette direction ne peut être respectée que si elle répond aux exigences de la lutte des classes et aux problèmes subjectifs de la construction du parti ;

2. **Intervenir comme parti mondial aux endroits-clés de la lutte des classes** dans le but essentiel d'y construire des sections ;

3.- **Obtenir un fonctionnement de parti dans l'Internationale**, avec des sections uniques qui interviennent dans la lutte des classes de chaque pays ;

4.- **Faire de nos publications des facteurs d'organisation et de regroupement collectif**, c'est-à-dire des publications qui ne contiennent pas seulement des analyses de politique générale ainsi que Lénine nous l'a appris ;

5.- **Mener une bataille systématique contre le Secrétariat unifié révisionniste**, tout en sachant qu'il est impossible de le détruire, car il faudrait pour cela détruire ses racines sociales, et, tant qu'existeront le stalinisme et les appareils contre-révolutionnaires, le SU y trouvera de quoi s'alimenter. Il s'agit donc d'un combat systématique pour accélérer sa crise.

Tels sont les cinq points que je développerai dans mon rapport.

l'aide d'une bibliothèque bien fournie, sortir une résolution. Nous avons un objectif précis : développer notre organisation. Nos analyses sont faites en fonction de cela, et c'est pour cette raison qu'elles peuvent être vérifiées rapidement. C'est précisément la construction du parti qui nous permet d'identifier les erreurs et d'appliquer dans la pratique l'autocritique dont parle Lénine.

La discussion sur le Salvador

A propos du Salvador, je ne m'attarderai pas sur la campagne internationale qu'à de rares exceptions près toutes les sections ont menée avec succès. Ce que je voudrais souligner, c'est que nous sommes finalement sortis assez faibles de la Conférence mondiale sur cette question ; c'est-à-dire sans document politique complet et clair sur le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme dans l'« offensive finale » (2). Malgré les difficultés, malgré la distance, le comité exécutif — qui était déjà en train de discuter de ce problème — s'en est tout de suite après rendu compte. Ce retard a fait que pendant deux mois il y a eu deux orientations : celle des camarades d'Amérique centrale et celle du comité exécutif.

Nous avons le sentiment que l'« offensive finale », en se soldant par un échec total, ouvrirait dans la capitale une situation de victoire du fascisme, situation différente de celle du reste du pays. Nous reprenions l'analyse trotskyste classique sur la guerre civile : dans une partie du pays, le fascisme, dans l'autre, la révolution. Mais nos camarades se trouvaient dans le secteur dominé par le fascisme, avec en plus une conception fautive de la situation dans la mesure où ils pensaient que le gouvernement allait être rapidement vaincu. Ainsi réapparaissait sous une autre forme l'erreur que nous avions déjà indiquée aux camarades, qui pensaient que le problème fondamental était celui de l'aide économique. Comme nous

l'avions déjà dit, il s'agissait d'une ligne suicidaire, car la question principale est bien celle de l'analyse politique et du programme qui permettent de construire le trotskysme. Les faits et nos avertissements nous ont permis de convaincre peu à peu ces camarades et de limiter les pertes.

Pologne et Tchécoslovaquie

Sur la Pologne, nous avons mené plusieurs campagnes, comme celle en défense de *Solidarité*, pour l'abandon des poursuites contre Kuron et pour la réintégration de Baluka à son poste de travail. A ces campagnes il faut ajouter celle pour la libération des camarades Gilles Thonon et Françoise Anis, arrêtés en Tchécoslovaquie et qui furent libérés après vingt jours d'intense mobilisation. Les succès de ces campagnes sont les plus importants de cette période. Jamais la IV^e Internationale, au cours de ses longues années de lutte contre le stalinisme, n'avait obtenu de succès comparables.

Mais en ce qui concerne la Pologne, on a même fait beaucoup plus. Nous avons commencé à élaborer, du point de vue subjectif, point de vue aussi important que l'autre, certes, mais peut-être plus, si l'on considère la question historiquement. Nous élaborons l'orientation qui permet de construire la section de la IV^e Internationale en Pologne. Cette élaboration est contenue dans des documents et des projets de résolution que nous devons discuter.

Il y a encore une campagne, intime liée aux autres, et qui revêt une importance fondamentale : c'est celle qui consiste à appuyer la conférence internationale dont l'UNEF a pris l'initiative. En participant à cette Conférence internationale étudiante, le syndicat polonais NZS peut avoir un impact mondial. Toutes les sections — et c'est une proposition que je fais — devraient alors avoir comme orientation d'appeler à participer à la conférence où se rend l'organisation étudiante polonaise (3).

III.- Vers la constitution de sections uniques

Je vous demanderai d'abord de m'excuser, car je ne m'arrêterai pas sur chaque section. Je me limiterai à parler des sections dont l'unification est déjà programmée ou de celles avec lesquelles nous avons eu des discussions ou des problèmes.

L'importance de l'OCI unifiée

Pendant, je commencerai par souligner le cas de l'OCI unifiée comme parti fondamental pour toute l'Internationale — peut-être en ce moment notre plus importante section nationale —, car c'est en France que nous pouvons sans doute obtenir les plus grands succès, du fait de la combinaison de facteurs subjectifs et objectifs. Je fais notamment référence à son intervention au cours des campagnes électorales et à son objectif de 10 000 militants. Atteint, cet objectif ouvrirait pour la première fois au trotskysme la possibilité de la transformation d'un véritable parti bolchevique en parti de masse. Et je dis bien pour la première fois, car en Bolivie — où le trotskysme a pu être de masse — il n'y avait pas ce type de parti et de direction.

S'il nous fallait absolument prendre une référence historique, ce serait alors celle du Parti bolchevique en 1912, quand commence la montée ouvrière. La campagne de l'OCI unifiée avant et pendant la période électorale ouvre la possibilité d'atteindre cet objectif de 10 000 militants à un moment de montée révolutionnaire à l'échelle mondiale et en France.

L'unification au Venezuela

Le comité exécutif commence à fonctionner avec cette grande victoire que

constitue l'unification réalisée au Venezuela (4), unification obtenue sur une base programmatique. Les deux organisations ont constitué un comité paritaire d'unification (sans s'attarder sur le fait de savoir qui devait posséder plus ou moins de représentants), et ont constitué une direction qui a rapidement fait disparaître les divergences antérieures.

L'unification trotskyste a eu un certain impact sur la réalité vénézuélienne. Je crois que c'est Rangel qui a signalé que, alors que les partis de gauche se divisaient, l'apparition du trotskysme comme pôle de regroupement était un phénomène nouveau.

Portugal : un processus différent

Au Portugal, le processus d'unification a été différent. Dans ce pays, le Parti socialiste des travailleurs n'a pas pu faire efficacement face à la provocation stalinienne. Il s'agissait donc, pour le comité exécutif, d'agir rapidement pour sauver les cadres, les dirigeants et l'expérience que nous savons être bons dans le PST portugais. Heureusement, nous pouvions compter sur le POUS, organisation construite sur de bonnes bases. Nous avons dû discuter et polémiquer fermement d'un côté et de l'autre et, dans les faits, l'unification a eu lieu. Un document politique a été rédigé et une direction s'est constituée (5).

Le cas du Pérou est enthousiasmant

Au comité exécutif, nous sommes maintenant enthousiastes, après avoir connu une période critique pendant

la direction, l'existence des fractions est devenu éloignée, quasiment un souvenir d'enfance, bien qu'il s'agisse d'un passé encore tout proche. Voilà le secret de l'apparition de cette équipe de direction ! Par exemple, prenons ce qui s'est passé à l'occasion des amendements. Au cours de la Conférence mondiale ouverte et jusqu'à la fin, nous avons pensé que les amendements constituaient une tâche immédiate, principale, malgré le fait qu'elles ne remettaient pas en question les thèses en général. Puis, nous avons commencé à fonctionner ensemble et nous les avons presque oubliés. C'est seulement vers la fin que nous les avons corrigés. Ce qui s'est passé, c'est que pendant la conférence nous subissions encore la pression de l'étape antérieure pendant laquelle la partie fondamentale était constituée par le programme. Immédiatement après, nous sommes entrés dans le tourbillon des nécessités — répondre, comme équipe unie, aux exigences de la lutte des classes — et le problème des amendements est devenu peu à peu marginal.

Une direction pour la «IV^e Internationale (CI)»

Un camarade a déclaré, à propos des orientations politiques des sections, que Pierre et moi nous négociions le Brésil contre l'Espagne. Celui qui a dit cela n'a absolument rien compris à la situation dans laquelle nous sommes. Il n'a pas compris que Pierre a « vendu » tout le Comité d'organisation au Comité international de la IV^e Internationale, comme moi j'ai « vendu » toute la Fraction bolchevique au Comité international. Je peux même dire qu'il y a un pays où je me suis battu pour que ce soit

le militant responsable du Comité d'organisation qui dirige l'équipe unifiée. Il s'agit de quelque chose de tout à fait pensé de ma part, et je crois même que cela se produira dans d'autres pays. Cela répond à une analyse marxiste : dans l'ensemble, les cadres de la Fraction bolchevique étaient de jeunes cadres dans le Secrétariat unifié, au sein duquel, par la discussion, ils ont combattu le révisionnisme et les appareils. Ils ont de grandes qualités, mais ils n'ont pas encore pu faire leurs preuves. En revanche, le CORQI a une expérience de lutte contre le révisionnisme et les appareils au sein du mouvement des masses qui a modelé un certain type de cadres, plus mûrs et plus fermes. Mais quand j'ai proposé à l'un de ces camarades mûrs cette responsabilité, je l'ai fait au nom d'un axe de direction du Comité international dans ses sections, tout comme en d'autres endroits nous cherchons d'autres solutions, avec toujours comme critère la volonté de former une équipe de direction. C'est comme cela que nous procédons au comité exécutif, cherchant à faire naître la direction du Comité international la plus efficace possible.

Personne, à la direction, ne pense au passé. Notre obsession est de trouver la meilleure réponse possible aux différents problèmes de la lutte des classes. Des deux côtés, au contraire, nous avons l'impression d'être en train d'enrichir nos vieilles analyses. Il n'y a pas la moindre velléité de chercher à savoir si telle ou telle position a gagné, ou si une décision que nous prenons correspond à telle ou telle tradition. Nous enrichissons l'expérience commune et nous sommes conscients d'élaborer de meilleurs documents que par le passé.

II.- Notre intervention dans la lutte des classes

Il y a deux positions dont nous pensons qu'elles étaient justes de la part de la Conférence et du conseil, ce sont celles sur la Pologne et sur le Salvador. Il faut maintenant juger si le comité exécutif a répondu en faisant preuve d'initiative et en enrichissant ce vote.

Notre méthode

Sur cette question il y a un danger : c'est que notre jugement soit purement

idéologique, en ne cherchant qu'à mesurer la justesse de nos pronostics par rapport à la réalité. En revanche, ce que nous devons analyser à fond, c'est si nos analyses, campagnes et tout ce que nous avons fait ont permis de renforcer nos partis. Ce n'est pas une distinction subtile, elle est décisive. Notre méthode n'est pas celle du Secrétariat unifié. Il ne s'agit pas pour nous d'envoyer dans l'Himalaya une équipe studieuse dès qu'un problème y aura éclaté pour, à

apparaît

laquelle il nous a fallu intervenir souvent au Pérou. Nous étions déjà sortis politiquement bien armés de la Conférence mondiale. Les camarades, d'un côté comme de l'autre (6), ont ensuite agi sérieusement et fraternellement. Les bases commencent à être posées pour construire un parti plus fort, peut-être même le plus fort politiquement de nos partis latino-américains. La discussion qui a eu lieu sur la tactique électorale constitue un exemple pour tous. Certains points de la discussion étaient des questions de principe, d'autres relevaient de la tactique. Nos camarades les ont tous traités, tranquillement, sans épithètes, en les axant sur la tendance à l'unification, laquelle aura lieu en juillet.

Brésil : il y a accord, mais on n'avance pas

En ce qui concerne le Brésil, nous ne pouvons pas en dire autant. Au cours de la conférence, tout semblait indiquer qu'il n'y aurait pas de problème. A la différence du Pérou, il n'y a pas eu de grandes discussions à Paris. Pourtant, nous ne pouvons pas parler de progression. Les camarades faisaient un, deux ou trois pas, puis reculaient de trois, deux ou un pas. Nous ne pouvons même pas faire l'analyse détaillée des problèmes, car nous manquons de nouvelles et d'informations régulières. Nous savons cependant que la caractérisation commune du gouvernement (question fondamentale dans une discussion politique sur un pays) est acquise. Même chose en ce qui concerne la question du Parti des travailleurs (PT). Nous savons même qu'il y a accord sur les villes et les régions où il faut travailler en priorité. Mais nous ne savons pas à quoi attribuer cette marche erratique, qui ne pourra trouver de solution que si les deux courants collaborent.

Notre discussion en Espagne

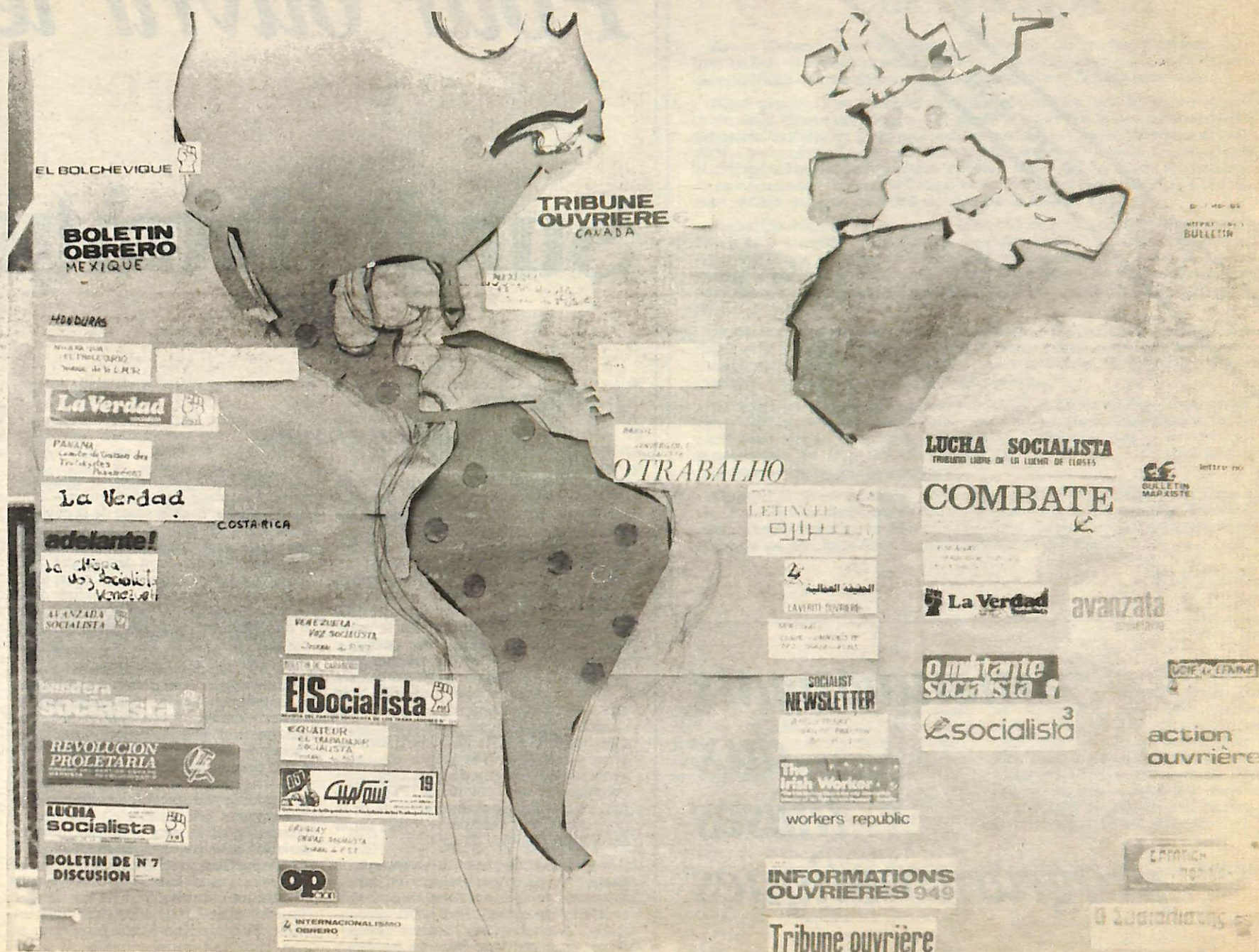
En Espagne, il y a une situation plutôt complexe. Il est vrai, tout d'abord, qu'il y avait de grandes divergences entre nos deux organisations. Mais, après le putsch du 23 février, il commença à apparaître que les deux organisations se rejoignaient sur plusieurs analyses de fond (c'est en développant, je crois, des points de convergence déjà existants). Actuellement, le comité exécutif propose, du fait des circonstances, un cadre général qui l'oppose aux deux organisations (7).

Ici, je veux m'arrêter, car il y a eu des critiques plus ou moins voilées à propos de notre méthode, méthode dont je me revenais pleinement. A l'issue de la conférence, en tenant compte des divergences entre nos deux organisations, nous avons décidé d'avancer lentement en cherchant à susciter une discussion fraternelle en Espagne, discussion au cours de laquelle les divergences pourraient être exprimées, et un accord pourrait être obtenu, y compris avec le comité exécutif.

Je rappelle cela parce qu'on nous dit maintenant que le comité exécutif n'a pas commencé par offrir un cadre général politique. En effet, mais c'était un choix politique. Et, soyons clairs, un choix que nous référons dans les cas semblables, c'est-à-dire quand les divergences sont importantes et qu'il n'y a pas de faits objectifs qui nous amènent à adopter une autre ligne. Parce que s'il y a des raisons, des faits objectifs, le problème est réglé : nous ne sommes ni une école ni un sanatorium.

Mais si la lutte des classes ne nous presse pas, nous ne nous presserons pas et nous laisserons la discussion se développer, pour qu'elle nous enrichisse tous.

Nous voulons apprendre. Et j'insiste en disant que chaque fois qu'il y aura des divergences importantes entre les camarades, le comité exécutif agira avec la même lenteur et les mêmes précautions. Parce que pour nous, il s'agit d'intégrer, d'accorder, de synthétiser, et non d'exclure ou de séparer. Nous sommes très respectueux de toutes les directions, et nous n'allons pas commencer



par des polémiques écrites qui pourraient discréditer l'un ou l'autre camarade d'une direction. C'est ce qui se produirait si nous commençons par la polémique.

Pour nous, le respect de toutes les directions des partis du Comité international de la IV^e Internationale est une chose sacrée. Les dirigeants constituent une catégorie spécifique de militants, indépendamment de la position politique momentanée qu'ils peuvent adopter. Nous suivons en cela Trotsky, qui prit à défense de Brandler comme dirigeant du Parti communiste allemand. Et cela, indépendamment du fait qu'il était un ennemi politique, à la tête de l'aile droite du PC. Trotsky prit sa défense, et jamais il n'aurait utilisé les méthodes stalinienne contre lui. Il s'agit donc d'un principe, un principe bien éloigné, il est vrai, de la méthode estudiantine qui consiste à engager des discussions à n'importe quel moment et dans n'importe quelle circonstance. Mais en Espagne, nous n'avons pas pu maintenir longtemps cette longue discussion fraternelle, du fait de la tentative de coup d'Etat. Et même dans ce cas, je revendique la méthode utilisée, qui nous a permis de nous prononcer. Nous avons prévenu que nous avions

des divergences avec les deux organisations, et nous leur avons écrit, parce que sept jours, c'est parfois suffisant pour armer toute l'Internationale. En même temps, nous avons proposé aux sections espagnoles qu'elle écrivent dans la revue.

Ayant précisé quelle est et sera notre méthode, je voudrais signaler que dans la discussion politique à propos de l'Espagne, il se pose une question très importante, une question de principe. Dans cette montée révolutionnaire, tous les régimes bonapartistes, toutes les dictatures, quand ils sentent leurs faiblesses face à cette montée des masses (parfois même sans qu'il se produise de grands événements, mais simplement en voyant ce qui se passe dans le monde), mettent en place de façon préventive une série de mécanismes pour tenter de créer de nouvelles institutions ou de modifier les anciennes, de changer les manières pour maintenir en place le régime bonapartiste. Cette question, qui constitue le fond de la discussion, n'est pas un phénomène exclusivement espagnol. C'est un phénomène mondial : il se pose en Bolivie, en Argentine, au Brésil. Nous l'avons déjà rencontré et nous allons le rencontrer plus souvent (8).

IV.- Nos publications : des organisateurs collectifs

Toutes nos publications ont comme raison d'être de servir à la construction de nos sections et de l'Internationale. Nous avons décidé, par un vote, de publier deux livres ; nous sommes un peu en retard. Mais nous avons également décidé de nous doter de deux outils supplémentaires qui, eux, en revanche, sont sortis avec ponctualité et ont été, à mon sens, efficaces. Je veux parler des bulletins intérieurs et de la revue mensuelle.

Les bulletins intérieurs constituent une arme pour les cadres intermédiaires et les directions nationales, surtout pour ces dernières. Mais nous avons conçu la revue comme un organe de masse, pour qu'elle soit lue par des milliers de travailleurs et de jeunes. Nous n'avons pas encore atteint l'équilibre que nous recherchons. Les articles sont un peu dépareillés : parfois, quand la présentation est bonne, le contenu est désastreux

et quand le contenu est correct, l'article prend des aspects de bulletin intérieur.

Mais dans l'ensemble, nous pensons que la revue s'améliore depuis plusieurs numéros et que nous sortons d'une période au cours de laquelle le manque de contrôle politique était très net, et la déviation journalistique tout autant.

Les ventes d'élèvent à 15 000 exemplaires réguliers (18 000 irrégulièrement), en comptant les reproductions spéciales qui se font dans certains pays.

Parmi les projets du Comité exécutif qui n'accepte aucun déficit économique, la réalisation d'une édition en anglais est un objectif fondamental. Nous considérons notre Internationale amputée d'un bras tant que nous ne publierons pas notre revue en anglais. Nous y travaillons avec le plus grand soin.

V.- Le combat contre le SU

Nous ne savons pas s'il faut parler de notre combat contre le SU ou de son combat pour s'autodétruire, car en fait, notre organisation n'a pas mis à profit la lutte des classes pour mener à bien cette bataille systématique que le CE cherche à développer.

Ce qui est important, c'est que les divergences entre le SWP et Mandel sont chaque jour plus profondes. Cela ne veut certainement pas dire que Mandel lutte contre le révisionnisme du SWP, mais tout simplement que la même histoire qu'avec Pablo et l'ERP est en train de se répéter. Mandel veut que le révisionnisme reste dans son organisation, il ne veut pas qu'ils rompent et, pour ce faire, il déverse ses argumentations théoriques révisionnistes afin de les couvrir et de justifier la permanence du révisionnisme déclaré à l'intérieur de son organisation. De cette manière, il contribue complètement lui-même à l'élaboration du révisionnisme.

Parce qu'il n'est pas, comme le croient certains camarades, un trotskyste qui compose avec le révisionnisme. Il fait partie du révisionnisme ; il est un exemple typique du révisionnisme qui veut avoir sa propre organisation. De sorte que ceux qui rompent, ce sont toujours les autres. Il en a été ainsi avec Pablo et l'ERP, et il est fort probable que l'histoire se répétera.

Mais Mandel a la ferme intention de cohabiter avec le SWP, même si dernier continue de soutenir les positions révisionnistes les plus incroyables et rompt la discipline sur tous les terrains. En dernière instance, ils se retrouvent. Le SWP dit : Castro et le FSLN sont révolutionnaires, et Mandel dit : le mouvement des masses va en faire des révolutionnaires. Il s'agit presque d'une discussion de grammairiens dans laquelle Mandel donne le cadre théorique de la déviation. Cela rappelle étrangement ce que disait Pablo en 1950 : le stalinisme est un mal, mais il dirigera inévitablement la révolution socialiste dans toute l'Europe.

Cela sert de conclusion pratique pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous n'attendrons pas qu'un secteur du SU rompe avec lui pour commencer la reconstruction. Il n'y a là

aucun sectarisme, cela répond parfaitement à notre analyse et à notre caractérisation du SU.

Bien, camarades, mon rapport a un objectif prioritaire. Notre développement et les données générales indiquent que les conditions mûrissent qui nous permettront de réaliser le Congrès de reconstruction de la IV^e Internationale.

Je pense que la prochaine réunion du Conseil général, si ce processus se consolide, aura le devoir — et si elle ne le fait pas elle manquera à sa tâche — de fixer une date pour la tenue de ce Congrès.

- (1) Comité paritaire : Comité formé par le CORQI, la FB et la TLT en décembre 1980 et qui fonctionna jusqu'à la Conférence mondiale ouverte (décembre 1981), au cours de laquelle a été élu le conseil général qui lui-même désigna le Comité exécutif et le Secrétariat du Comité international, les fractions ayant été dissoutes.
- (2) Il s'agit de ce que le FDR-FMLN a appelé « l'offensive finale » et qu'il a organisé en janvier dernier.
- (3) La Conférence internationale convoquée par l'UNEF s'est tenue du 4 au 8 juin et a compté avec la participation de la délégation élue du NZS de Pologne, syndicat étudiant indépendant.
- (4) Au Venezuela, se sont unifiés le MIR (Proletario) et le PST, lors d'un congrès qui s'est tenu les 7 et 8 février 1981. Etaient présents : José Vicente Rangel (deux fois candidat à la présidence), Teodoro Petkoff (secrétaire du MAS, mouvement vers le socialisme) et Moises Moleiro (MIR, Mouvement de la gauche révolutionnaire).
- (5) Le Congrès d'unification a eu lieu le 20 juin (lire p. 1).
- (6) Il s'agit du POMR et du PST.
- (7) Les organisations en question sont le POSI et le PST. Le cadre général (numéro 7 de Correspondance internationale) est constitué des articles signés Luis Favre et S. Falamo au nom du Comité exécutif.
- (8) Au cours du débat, aussi bien les représentants du POSI que ceux du PST, ainsi que tout le conseil général ont approuvé la caractérisation du régime espagnol comme un régime franquiste en décomposition. Nous publierons dans le prochain numéro ce débat et ses conclusions.

Conseil général

Amendements aux thèses programmématiques

La discussion sur les amendements aux Thèses programmatiques a eu une importance particulière. Comme vous le savez peut-être déjà, la Conférence mondiale de décembre a approuvé les Thèses et chargé le Conseil général d'étudier un ensemble d'amendements proposés par les délégués. Selon la conférence et selon leurs rédacteurs eux-mêmes, ces amendements ne remettaient pas en question le contenu fondamental des Thèses.

La discussion sur les Thèses permet de reprendre des questions-clé, comme la nature des partis dits « eurocommunistes », la question nationale, abordée à l'occasion de la discussion sur l'Espagne, Québec, l'Allemagne et l'Irlande, le front unique anti-impérialiste et, surtout, le fonctionnement de nos partis et le centralisme démocratique dans l'Internationale.

Le Conseil général décida d'intégrer certains amendements, parmi lesquels nous pouvons signaler l'amendement sur l'« eurocommunisme » et celui sur le caractère de nos partis. En ce qui concerne celui sur le front unique anti-impérialiste, il permit d'ouvrir une très riche discussion à l'occasion d'une intervention du camarade Favre.

Correspondance internationale-La Vérité se limitera, pour des raisons d'espace, à publier cette intervention de Favre sur la question du front unique anti-impérialiste. Tous les amendements acceptés par le Conseil général seront incorporés à une nouvelle édition des Thèses programmatiques qui sera publiée sous peu en français. Celles qui furent repoussées seront publiées dans un bulletin intérieur de discussion.

Pour ouvrir le débat Sur le front unique

I.- Trotsky et la révolution chinoise

Je crois qu'en ligne générale, l'axe du combat pour le front unique dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est donné par la lutte pour le front unique anti-impérialiste et pour l'auto-organisation de la classe. Dans un schéma, on pourrait dire front unique anti-impérialiste et soviets. Mais nous savons que ce n'est pas à n'importe quel moment que l'on peut aborder la question des soviets. Mais notre politique systématique c'est le front unique anti-impérialiste et l'organisation des masses à tous les niveaux pour ouvrir la voie aux soviets. Par exemple, si on prend la question des syndicats, il faut distinguer dans toute une série de pays coloniaux et semi-coloniaux. Mais il y a des traits généraux qui relèvent de leurs caractères coloniaux et semi-coloniaux. Par exemple, les ouvriers sont une minorité de la population. Par exemple, Trotsky sur la révolution chinoise dit que :

« Pendant tous leurs mouvements de masse jusqu'ici, les syndicats ont nécessairement rempli des fonctions se rapprochant de celles des Soviets (Hong-Kong, Shanghai, etc.), mais précisément, pour ces fonctions, les syndicats sont apparus tout à fait insuffisants. Ils groupent un tout petit nombre d'ouvriers. Ils n'embrassent à aucun degré la petite bourgeoisie des villes avoisinant le prolétariat. Et pourtant, des fonctions comme la direction de grèves avec le moindre dommage pour la population pauvre des villes, la distribution des vivres, la participation à la politique fiscale, la participation à la formation de forces armées, sans parler de la révolution agraire, ne peuvent être menées à bien avec l'envergure nécessaire que si l'organisation dirigeante, non seulement embrasse toutes les catégories du prolétariat, mais encore les rattache étroitement, au cours de son action, à la population pauvre des villes et des campagnes. »

Plus que jamais, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les soviets sont l'organisation des ouvriers et des paysans et de la petite bourgeoisie. Bien sûr, dans tous les pays du monde, la petite bourgeoisie et la paysannerie participent, y compris dans les pays capitalistes les plus avancés, au combat du

prolétariat. Il faut distinguer qualitativement la place de la paysannerie dans les pays arriérés et la place de la paysannerie dans les pays avancés. Comme il faut distinguer catégoriquement la place des mots d'ordre de la démocratie dans les pays avancés et les mots d'ordre de la démocratie bourgeoise non réalisée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Ils n'ont pas le même poids parce qu'ils ne relèvent pas de la même structure de classes du pays.

L'autre question est la suivante : dans le combat pour la résolution de ces tâches démocratiques bourgeoises, ce qui ne veut pas dire pour toutes ces tâches démocratiques, le parti du prolétariat peut lutter dans un bloc uni avec les partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Ce que le parti du prolétariat ne peut pas faire, c'est renoncer à construire les soviets organisés avec les ouvriers et les paysans, au moment où il développe son propre combat. Et pour clarifier la position de Trotsky sur la révolution chinoise, je vais lire ce que Trotsky écrit sur le bloc avec le Kuo-Minh-Tang, le Kuo-Minh-Tang de gauche, après la rupture :

« Il ne s'agit pas de rupture, il s'agit de préparer un bloc, non sur la base de la subordination mais sur celle de l'égalité réelle. Le KMT révolutionnaire est encore à naître. Nous sommes d'avis que les communistes militent à l'intérieur du KMT, en attirant patiemment de leur côté les ouvriers et les paysans. Mais le Parti communiste peut fort bien se faire un allié petit-bourgeois révolutionnaire sans se prosterner devant le KMT à chacune des oscillations de ce dernier, en agissant au contraire franchement et directement, en son propre nom, sous son propre drapeau, en s'adressant aux ouvriers, en les organisant autour de lui, en montant au KMT par l'exemple et par les actes ce que c'est qu'un parti de masse, en soutenant chaque pas en avant du KMT, et en démasquant impitoyablement chaque hésitation ou chaque pas en arrière, en créant une véritable base révolutionnaire au bloc avec le KMT sous la forme de soviets de députés ouvriers, paysans et soldats. C'est une sottise d'affirmer que l'opposition réclamerait l'« isolement »

politique du Parti communiste (...). L'opposition réclame énergiquement le renforcement et le développement du bloc avec les éléments révolutionnaires du KMT, l'alliance de combat aussi étroite que possible entre les ouvriers et la population pauvre des villes et des campagnes, l'orientation sur la dictature révolutionnaire des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie des villes. »

Et alors, résumons, je crois que là on va le voir très précisément, sous forme de a, b, c, d Trotsky dit :

- « Il faut :
- a) Déclarer funestes les formes de bloc dans lesquelles le Parti communiste sacrifie les intérêts des ouvriers et des paysans, dans l'intention utopique de garder la bourgeoisie dans le camp de la révolution nationale ;
 - b) Repousser purement et simplement les formes de bloc qui, directement ou indirectement, entravent l'initiative du Parti communiste en le soumettant au contrôle d'autres classes ;
 - c) Renoncer catégoriquement à des formes de bloc qui obligent le Parti communiste à rentrer son drapeau et à sacrifier le progrès de son influence et de son autorité aux intérêts de son allié ;
 - d) Fonder le bloc sur une communauté d'objectifs nettement formulés, et non sur des malentendus, des manœuvres diplomatiques et des faussetés ;
 - e) Déterminer les conditions et les limites du bloc avec une parfaite précision et les faire connaître à tous ;
 - f) Conserver au Parti sa pleine liberté de critique, le droit de surveiller son allié avec non moins de vigilance qu'un ennemi, sans oublier un instant qu'un allié s'appuyant sur d'autres classes ou dépendant d'autres classes n'est qu'un allié temporaire et peut, en raison des circonstances, se changer en adversaire et en ennemi ;
 - g) Préférer la liaison avec les masses petites-bourgeoises à la liaison avec les dirigeants de leurs partis ;
 - h) En fin de compte, ne se fier qu'à son soi-même, à son organisation, à ses armes et à sa force. L'observation de ces conditions rendra seule possible un bloc véritablement révolutionnaire et non une alliance hésitante, soumise à toutes sortes de péripéties, entre dirigeants. Elle seule permettra de s'appuyer sur l'alliance de tous les opprimés des villes et des campagnes, sous l'hégémonie politique de l'avant-garde prolétarienne. »

II.- Indépendance de classe et front anti-impérialiste

Dans les Thèses, nous ne disons pas autre chose. L'exemple du Pérou est très significatif de ce point. Je crois que c'est un acquis que nous devons incorporer. Nous avons constitué le FOCEP sur la base d'un programme délimité et précis qui mettait au centre la question de la lutte pour l'Assemblée constituante souveraine. Pour jeter à bas la dictature militaire. Et les revendications des masses ouvrières et paysannes. Sur cette base-là nous étions disposés à faire un bloc avec n'importe qui. Si l'APRA était venu à notre local, et avait dit : « Nous sommes d'accord pour faire ce bloc avec vous sur la base de ce programme », nous l'aurions accepté. D'ailleurs Trotsky, à une autre époque, défendait le bloc avec l'APRA...

La « Motion rouge » au Pérou

Nous avons établi le FOCEP sur cette base-là. Et à tout moment, nous avons gardé notre indépendance par rapport à

ceux qui participaient au FOCEP. Par exemple, Genaro Ledesma, qu'on peut bien sûr considérer comme individu, mais qui est représentant d'un courant politique qu'il va falloir préciser, participait au FOCEP comme tremplin pour un accord entre la bourgeoisie et le gouvernement militaire. Et cela s'est produit systématiquement. Par exemple, à plusieurs occasions, la discussion était de savoir si nous abandonnions le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine. Et même si, à un moment donné, nous avons accepté certaines modifications au programme, nous avons continué à mener notre agitation de façon indépendante sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine. Et quand l'Assemblée constituante s'est réunie, nous avons présenté une Motion rouge. Attention, camarades, nous avons présenté la Motion rouge à la signature de tous les députés. Et non pas seulement aux députés ouvriers. A tous les députés. Ceux qui ont signé, c'étaient ceux du FOCEP et

de l'UDP. Et une fraction d'un parti des généraux qui avaient rompu avec ce parti. Ce n'est pas pareil mais c'est intéressant. Parce que nous n'avions pas pu faire signer un seul député du Parti communiste, c'est-à-dire que du point de vue pour ainsi dire d'unir les organisations ouvrières, nous avons été limités par le caractère contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien qui se refusait à ouvrir toute issue.

Mais la nature du pays faisait qu'une série d'organisations petites-bourgeoises subissaient la pression précisément de la lutte pour la libération nationale. Et nous avons donc eu de signer cette Motion rouge avec nous. Mais nous avons proposé la Motion rouge au vote de l'Assemblée. C'est-à-dire que nous avons proposé que les représentants de toute la nation décident d'assumer tout le pouvoir et de donner la terre aux paysans, etc., contre l'impérialisme, et les autres revendications.

Et ce n'est pas notre refus qui a empê-

anti-impérialiste

ché que cette motion, cette plate-forme, ce programme, pour ainsi dire, ne soit pas adopté par l'Assemblée (Napuri : il y avait la foule qui était dehors, et à mesure qu'on lisait la Motion rouge,...).

Et, quand l'orateur a lu la Motion rouge, la foule des militants de l'APRA a accueilli en criant : « A bas les militaires ! Vive la Motion rouge ! » Et là, il faut une discussion. Nous avons été accusés de proposer un gouvernement de l'APRA et du PPC. Parce que c'était la majorité de l'Assemblée. Nous disions que l'Assemblée devait prendre tout le pouvoir. Et pourtant, nous ne l'avons pas proposé, le gouvernement APRA-PPC. Mais nous utilisons ce mot d'ordre comme mot d'ordre pour démasquer les hésitations d'éventuels alliés, en faisant référence à Trotsky. Et si cet allié avait marché avec nous, il aurait proclamé que tout le pouvoir appartenait à l'Assemblée constituante, nous aurions appelé les ouvriers, les paysans à s'armer pour défendre l'Assemblée constituante contre le gouvernement militaire. Et on aurait proposé une déclaration tout de suite à tous ceux qui auraient signé cette déclaration pour que l'on appelle à la formation des organes des ouvriers et des paysans, des citoyens, de toutes les catégories qui prennent les armes et qui prennent le contrôle dans chaque ville.

Et on aurait développé ce combat jusqu'à l'opposer, un moment donné, à la bourgeoisie dans l'Assemblée constituante.

C'est pour cela que je veux éviter de me référer aux Thèses. Parce que la base

de ce que nous avons inclu dans les Thèses, c'est ce développement. Il y a des caractéristiques particulières, qui sont précises, déterminées par chacun des pays coloniaux et semi-coloniaux, qui abordent le monde colonial. Cela dépend du degré atteint par le développement du prolétariat, ou le degré d'influence de la bourgeoisie nationale, de l'existence ou non d'un gouvernement national relativement autonome, ou de l'existence d'un gouvernement qui est totalement inféodé à l'impérialisme.

Ces questions sont de la plus haute importance. Par exemple, déjà sous le gouvernement de Velasco Alvarado, le caractère de la lutte de front unique anti-impérialiste ne pouvait que se limiter à ce qu'il faudra signaler comme ce qu'on a appelé le front anti-impérialiste de fait. Il ne s'agissait en aucune manière de proposer la constitution d'un bloc entre le gouvernement et les organisations ouvrières, parce que ce gouvernement par ailleurs avait des frictions avec l'impérialisme. Mais, par exemple, dans le cas du gouvernement Belaunde Terry aujourd'hui, qui applique directement le plan du FMI, dicté par le FMI, dans le combat contre ce gouvernement, nous devons développer la lutte pour le front unique anti-impérialiste parce qu'il est indiscutable, parce que c'est le cas de l'Argentine, que la politique directe du capital financier rejette dans une opposition hésitante et capitulaire des secteurs de la bourgeoisie nationale. Et plus complètement, on peut se rappeler d'une expérience récente. Est-ce que c'était une trahison à la classe ouvrière, ce que le PST argentin a fait ? Que lors de l'appel

à la grève civile de 24 heures de la part de la Chambre patronale qui regroupe précisément ces secteurs de la bourgeoisie nationale, le PST a appelé les ouvriers à faire la grève avec les patrons. A l'appel du patron bien sûr, pas à l'appel des ouvriers. Il est indiscutable que si des affrontements entre les fractions de la bourgeoisie existent, dans un pays capitaliste avancé, sur la question précisément de leur place sur le marché, si une organisation appelait à faire bloc avec une des fractions de la bourgeoisie contre l'autre elle commettrait une trahison.

Mais dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le bloc avec une fraction de la bourgeoisie est possible...

Bourgeoisie impérialiste et bourgeoisie des pays semi-coloniaux

Et c'est ça la conclusion que je veux tirer. Parce qu'il y a une différence qualitative — attention, attention, dans d'autres expériences on m'a dit : ce qui détermine l'existence du prolétariat, c'est les rapports sociaux de production. Je commencerai donc par le début. Ce qui détermine l'existence de la bourgeoisie dans tous les pays du monde, ce sont les rapports sociaux de production et la propriété privée des moyens de production. Mais, dans ce cadre-là, il y a une différence qualitative entre la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux. Et c'est une question capitale pour la cons-

Une précision

Avec l'intervention du camarade Favre sur le front unique anti-impérialiste que nous publions dans ce numéro, nous ouvrons la discussion publique sur ce thème dans les rangs de la IV^e Internationale.

Ainsi que nous en rendons compte par ailleurs, un des points importants de la discussion du conseil général fut le débat des amendements proposés aux thèses programmatiques adoptées par la conférence mondiale. Le camarade Favre est intervenu sur la thèse intitulée : Front unique anti-impérialiste et front unique ouvrier. Nous publions son intervention dans ce numéro du fait de l'importance du thème abordé et des problèmes qu'elle soulève du point de vue de la théorie marxiste.

Nous la publions textuellement. L'honnêteté intellectuelle du camarade Favre lui a interdit d'effectuer la moindre correction à son intervention orale (ainsi que nous avons l'habitude de procéder et ainsi que le recommande le comité de rédaction) du fait des doutes et des problèmes que son intervention a soulevés auprès des autres membres du conseil général.

Je tiens à souligner que le rôle du camarade Favre dans la rédaction des thèses sur le front unique ouvrier et le front unique anti-impérialiste a été fondamental. Toute notre interprétation politique de ce problème est marquée par son apport personnel et lucide.

Je suis l'un de ceux qui ont cru voir dans l'intervention de Favre certaines modifications et exagérations dans l'interprétation des thèses. Je me sens donc dans l'obligation de rappeler fraternellement — en tant que responsable de la première version de ces thèses — la contribution appréciable de ce jeune dirigeant.

Quand j'en aurai le temps, j'écrirai ma propre interprétation des thèses, de l'intervention de Favre et de la discussion qu'elle a suscitée. En attendant, j'espère que nous allons mener une discussion qui enrichira notre élaboration politique dans cette question si difficile.

Nahuel Moreno

truction d'un parti. On ne peut pas construire un parti révolutionnaire sans partir de cette appréciation des pays coloniaux et semi-coloniaux. Parce que, sinon, comme tous les chats sont gris dans le noir, nous sommes ballottés tous les jours dans la lutte des classes.

Un jour, la bourgeoisie nationale au pouvoir est agent de l'impérialisme et n'a aucune friction, il surgit un gouvernement, et, nous, nous disons à bas ce gouvernement réactionnaire. Et ce jour-là, le gouvernement décide de nationaliser ou d'exproprier certaines entreprises impérialistes, d'appeler les ouvriers à s'organiser en syndicats, et poursuit les éléments liés à l'impérialisme étranger, et peut-être que les ouvriers qui nous écoutaient avant se détournent de nous et vont directement en faveur de ce parti bourgeois nationaliste. C'est l'histoire systématique de toute l'Amérique latine depuis que le mouvement ouvrier existe. Le mouvement ouvrier organisé a proclamé que le gouvernement de Yrigoyen en Argentine était un gouvernement fasciste. Cela a liquidé l'indépendance de classe du prolétariat pendant quelques années. Le mouvement ouvrier organisé a déclaré que le gouvernement péroniste était un gouvernement de renaissance du nazisme allemand — et attention, les liens avec l'Allemagne nazie étaient énormes. Ils étudiaient *Mein Kampf*, tous les généraux qui étaient liés à Péron, plusieurs d'entre eux étaient des agents payés par l'Allemagne nazie. Et le mouvement ouvrier argentin a perdu son indépendance de classe pendant trente ans. Au Brésil, le mouvement ouvrier brésilien a perdu ses syndicats. Et j'en passe, c'est la tragédie permanente des pays d'Amérique latine. Or, la seule chose qui permet de liquider une fois pour toutes toutes ces tragédies, c'est une attitude claire de classe. Le caractère semi-opprimé de la bourgeoisie nationale, le rôle que joue l'impérialisme comme capital financier qui opprime les pays coloniaux et semi-coloniaux même s'il y a un drapeau national des forces armées et un gouvernement soi-disant autonome. Et donc, dans le front unique anti-impérialiste, il ne s'agit pas simplement du moment où il y a conflit avec l'impérialisme : il s'agit de la lutte contre la domination impérialiste dans le pays qui est permanente. Contre la présence de ses trusts, de ses monopoles, contre la subordination de la souveraineté nationale à ses dictats. Contre, précisément, l'expropriation de toutes les richesses nationales du pays. Est-ce que vous croyez que l'on peut gagner les ouvriers au Pérou, si on ne se bat pas contre la présence de la COOPER Corporation, qui est la principale entreprise impérialiste dans l'extraction minière et qui contrôle des secteurs du prolétariat qui sont capitaux ? Eh bien, nous sommes disposés à mener ce combat avec quiconque. A faire bloc avec quiconque sur cette ligne-là. Y compris avec le PSR qui se revendique du nationalisme bourgeois.

Nous ne mettons pas comme condition préalable à la réalisation d'un bloc qu'il soit composé uniquement d'organisations ouvrières. Et il faut bien le comprendre, parce qu'il y a certaines

organisations petites-bourgeoises qui relèvent du mouvement ouvrier. Donc, au Venezuela, n'importe qui dira : nous, on est pour le front unique anti-impérialiste parce qu'on est pour un bloc avec le MAS et le MIR. Mais le MAS et le MIR, certes, sont des organisations petites-bourgeoises, mais relèvent plutôt du mouvement ouvrier, de sa crise, donc de ses ruptures.

La question clé de la rupture avec la bourgeoisie

Mais donc, pour être clair dans notre discussion, nous ne limitons pas le front unique anti-impérialiste à ce type d'organisations. Par contre, avec des organisations petites-bourgeoises radicalisées, à la différence des organisations bourgeoises nationalistes, nous sommes disposés à faire ce bloc jusqu'à et y compris dans la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan sans représentants de la bourgeoisie. Tandis qu'avec la bourgeoisie nationale, nous sommes disposés à faire un bloc uni, etc., comme le dit Trotsky, à aller très loin dans la plate-forme commune, mais nous ne poserons jamais l'objectif commun de constituer un gouvernement ensemble. Parce que nous nous appuyons donc sur les soviets contre le gouvernement. Nous aurons dit non au gouvernement APRA-PPC, pour que les députés ouvriers et paysans prennent le pouvoir. Dans un combat qui l'aurait permis.

C'est ça la différence que les Thèses établissent entre l'accord y compris sur la question du gouvernement avec les organisations petites-bourgeoises, sur la base de l'indépendance de classe, c'est-à-dire la rupture avec la bourgeoisie. De ce que nous faisons avec les partis bourgeois nationalistes auxquels on ne peut pas exiger de rompre avec la bourgeoisie.

Cette question n'est pas l'unité d'action anti-impérialiste, camarades. L'unité d'action anti-impérialiste c'est avec le Négus. Mais le Négus n'était pas un bourgeois nationaliste à influence de masse. Le Négus était le représentant d'une caste féodale, défenseur du caractère féodal de son pays, qui s'opposait à un moment donné à l'impérialisme italien. Dans ce cas, nous ne faisons que l'unité d'action anti-impérialiste. C'est-à-dire que nous luttons ensemble contre un même ennemi. Nous ne constituons aucun bloc. Et nous participons d'ailleurs dans ce combat, si nous n'avons pas la force de participer de façon indépendante dans les forces armées nationales, comme les soldats.

Cette unité d'action anti-impérialiste, c'est ce que Trotsky dit sur la lutte en commun avec le gouvernement fasciste au Brésil contre l'Angleterre démocratique. Mais Trotsky, bien évidemment, ne proposait pas un bloc du prolétariat et du parti fasciste sur la base d'un programme de lutte contre l'impérialisme. Il s'agissait de l'unité d'action contre l'impérialisme.

Transcription de l'enregistrement de l'intervention de Luis Favre



Manifestation péroniste en Argentine : quelle position adopter face aux mouvements nationalistes bourgeois des pays semi-coloniaux ?

Conseil général

Quatre interventions dans

Assemblée constituante :

toujours présent, dans l'agitation il ne faudrait pas se référer à ces institutions.

Mais si Trotsky se pose cette question en 1933, en 1938 il a écrit le *Programme de transition*. Il s'est donc posé la question, il y a ensuite répondu dans ce *Programme*. Et il y a répondu que dès que le mouvement acquerra un caractère de masse, mots d'ordre transitoires et mots d'ordre démocratiques se mêleront, que des comités d'usine surgiront et qu'avant que les vieux bonzes réformistes se soient installés dans leurs bureaux, des soviets couvriront l'Allemagne, avant même qu'une Assemblée constituante ne soit réunie à Weimar. Son mot d'ordre n'est donc pas l'Assemblée constituante, et vous pouvez me dire que vous n'êtes pas d'accord avec cela, mais il s'agit d'un fait indéniable. Le mot d'ordre de Trotsky était directement celui de soviets et le mouvement réel des masses a été dans ce sens. En Allemagne, ce qui tendait à surgir et ce qui a surgi d'une certaine manière et à un certain degré, ce furent des organismes de type soviétique et pas la Constituante. Et c'est précisément l'écrasement de ce mouvement qui explique la tournure ensuite prise par les événements.

Il est vrai que le problème des libertés, non pas en général mais en fonction de relations sociales précises et constituant une démocratie socialement déterminée, constituent l'un des problèmes centraux de la lutte pour la révolution politique. Je l'ai déjà dit devant le comité central de l'OCI et c'est il y a dix ans que j'ai écrit une déclaration du Comité international dans laquelle les libertés étaient mises au centre de la bataille, y compris dans l'art, la culture, etc. Il en est de même de la question nationale, mais ce n'est pas la Constituante, un mot d'ordre pour pays capitalistes arriérés ou coloniaux, qui la résout. Le *Programme de transition* explique qu'elle se résout par la dictature du prolétariat et le pouvoir des soviets. On ne pas avancer ce mot d'ordre de Constituante de tous côtés sans prendre en considération les rapports sociaux de production. Il est très possible qu'apparaisse en Pologne une Assemblée nommée par le suffrage universel, mais cette Assemblée ne serait en rien une Constituante. Dans l'habitude qui est la nôtre et celle du *Programme* de nommer les choses, ce serait la dictature du prolétariat, une forme élevée de la dictature du prolétariat même si elle éeue au suffrage universel. Camarades, ce n'est pas moi mais Marx et Engels qui ont dit de la Commune qu'elle était la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat, même si elle a été élue dans des conditions politiques déterminées au suffrage universel. Et personne n'a jamais dit que la Commune était une Constituante, bien qu'au sens le plus général et le plus abstrait du terme elle en a été une.

Car, camarades, j'admets comme tout à fait possible l'élection d'une Assemblée nationale au suffrage universel mais ce serait une confusion de l'appeler Constituante. Je ne comprends pas cet acharnement à lui mettre l'étiquette de Constituante. Et la question de la nécessité de renverser les institutions n'a rien à voir là-dedans.

Toutefois, j'ajouterais que jusqu'à présent, le mouvement de la révolution politique n'a pas été vers une Assemblée nationale élue au suffrage universel, même si l'on ne peut pas en exclure théoriquement la possibilité. C'est le surgissement des conseils qui est la dominante là où la révolution politique a été jusqu'à présent le plus loin, en Hongrie en 1956. Ce n'était pas la Cons-

tituante mais les soviets qui y étaient à l'ordre du jour. Et c'est pour cela que je ne voudrais surtout pas que l'on fasse d'une position qui pourrait être juste dans le cas de la Pologne une norme programmatique. D'ailleurs, je pense que l'amendement que j'ai déposé présente une erreur dans sa phrase finale : « En effet, une analyse concrète d'une telle Assemblée déterminerait comment caractériser son contenu de classe. » C'est faux et il faudrait dire qu'« une analyse concrète d'une telle Assemblée serait indispensable pour déterminer ses caractéristiques politiques particulières », ce qui n'est pas pareil. En effet, en ce qui concerne la Pologne, je crois qu'il s'agit ici d'une discussion à retardement, parce que les choses sont déjà décidées. Il est évident que tout mot d'ordre qui a un aspect de centralisation doit obligatoirement avoir un écho considérable dans la situation politique actuelle. Mais la question est de savoir si le détour par le mot d'ordre de Constituante est nécessaire, et ce n'est pas prouvé. A travers mon amendement que l'on peut d'ailleurs récrire, j'explique que nous devons laisser les possibilités théoriques qui existent ouvertes. Il faut parler d'une Assemblée élue au suffrage universel mais en lui restituant son contenu réel qui est la dictature du prolétariat.

sans bourgeoisie, c'est-à-dire que toutes les catégories de l'économie et de la politique sont bourgeoises mais sans en avoir ce contenu puisque les rapports sociaux de production sont prolétariens. Et les classes qui constituent la société de transition sont issues de la bourgeoisie dans une société où la bourgeoisie a été expropriée, une société « bourgeoise » sans bourgeoisie. Ainsi, les catégories politiques peuvent selon les circonstances prendre un autre contenu, s'inscrivant ici dans le cadre de la transition vers le socialisme. C'est d'ailleurs ce qui explique la dégénérescence de l'Etat ouvrier soviétique, sinon cela n'aurait aucun sens de parler de dégénérescence « bourgeoise » de l'Etat russe.

Ce qui compte, c'est le contenu de ce que les masses tentent dans une situation donnée, dans des rapports sociaux de production donnés, et le caractère qu'elles confèrent à tel ou tel mot d'ordre. Bien entendu, la Constituante peut être un nœud coulant passé au cou de la révolution, comme dit Stéphane. Mais les soviets aussi. Tout peut se muer en un nœud coulant et Staline a utilisé les soviets pour étrangler la révolution.

A partir d'une abstraction formelle, Stéphane monte toute une construction artificielle. Je n'ai jamais dit que le mot d'ordre de Constituante devait être une norme programmatique pour tous les pays. Je le dis pour la Pologne comme un mot d'ordre transitoire. A l'étape actuelle, je ne pense pas par exemple que ce soit un mot d'ordre pour l'URSS, et ce pour une raison essentielle : le fait qu'en Union soviétique il y ait eu la révolution de 1917, et cela s'inscrira dans la lutte des masses comme une expérience accumulée indépendamment de la trahison stalinienne et de la dégénérescence de l'Etat ouvrier. En Tchécoslovaquie, cette question peut se poser. En Hongrie, je ne le crois pas. C'est pour moi un mot d'ordre, une revendication transitoire dont je ne dis pas qu'elle doive être inscrite dans le *Programme de transition*. Lorsque Trotsky posait le problème des soviets en Allemagne, c'était un problème relevant de la stratégie programmatique.

Contrairement à ce que dit Stéphane, il n'y a rien de contradictoire entre ce que Trotsky écrivait en 1934 et ce qu'il a écrit en 1938 dans le *Programme de transition* : Trotsky était suffisamment honnête politiquement pour s'autocritiquer s'il avait fait une erreur. Or, sur cette question, il ne l'a jamais fait. Jamais.

C'est évident qu'en Hongrie, le problème de la Constituante ne s'est pas posé. Il y a eu en 1956 le Conseil central des conseils ouvriers. Cela étant dit, le niveau politique des ouvriers et des masses y était-il plus élevé qu'en Pologne ? Je ne discuterai pas de cela car c'est là l'éternelle discussion sur le sexe des anges. Ce que je dis, c'est qu'en Pologne la revendication des élections libres est sortie des masses. Il s'agit là d'un fait et des milliers d'exemples le démontrent. Je n'ai jamais dit que cette question s'est posée en Hongrie, mais en Pologne. Notre résolution est un texte sur la révolution politique en Pologne et non pas dans tous les pays du monde où le capital a été exproprié.

La Pologne est un Etat ouvrier dégénéré où les rapports de production sont socialistes et « bourgeois » par les institutions. Et c'est en ce sens-là que le grand danger contenu dans la manière dont Stéphane pose la question serait de qualifier l'Etat ouvrier comme « Etat socialiste », deux termes certes utiles dans la discussion, mais scientifiquement erronés : la société socialiste sera une société sans classes et sans Etat.

Répondre à la Constitution de la bureaucratie

Sur la question du suffrage universel dans la révolution prolétarienne, Lénine est indigné lorsque Kautsky condamne les bolcheviks pour avoir supprimé le suffrage universel. Il lui répond que ses propos sont d'un point de vue marxiste inadmissible, puisqu'il n'a jamais dit que le suffrage universel devait être supprimé dans tous les pays. Lénine explique que dans les conditions précises dans lesquelles avait été placée l'URSS, il avait fallu y supprimer le suffrage universel. Mais Lénine précise qu'il ne fait pas de cette suppression une norme programmatique.

Toute la production de Lénine de l'année 1917 jusqu'à la dissolution de la Constituante est très intéressante. Et Lénine connaissait l'importance d'un mot d'ordre. Dans toute la révolution russe, le Parti bolchevique n'abandonne pas le mot d'ordre de Constituante. Lénine explique même que la Constituante pourrait être structurée sur les conseils ouvriers ou sur d'autres assemblées.

En Pologne, il y a une disposition constitutionnelle qui n'existait pas même dans la Constitution stalinienne de 1936, à savoir le monopole du pouvoir au parti de la bureaucratie. Une mesure qui signifie l'exclusion constitutionnelle de tous les Polonais de la politique, la garantie constitutionnelle conférée au POUP du fait que l'immense majorité des Polonais constituent une masse différenciée, atomisée. De là, la Diète polonaise est une Assemblée sans pouvoir puisqu'elle doit accepter le monopole au pouvoir du comité central du POUP, c'est-à-dire, en dernière analyse, à la direction de l'Union soviétique.

Il s'agit là d'une chose qui prend à la gorge tous les Polonais et à laquelle nous ne pouvons pas répondre en disant dictature du prolétariat.

L'Etat bureaucratique polonais n'est pas un Etat bourgeois. Le contenu des rapports sociaux, c'est la dictature du prolétariat. Cela est un fait. Mais cela ne règle absolument pas les rapports entre les mots d'ordre relevant des libertés démocratiques et la Pologne où la bourgeoisie a été expropriée.

« Le contenu réel en est la dictature du prolétariat »

Stéphane Just

Je sais qu'il y a des divergences sur la question de la Constituante, mais j'arrive très difficilement à la situer. On peut appeler Constituante toute Assemblée nationale dont les représentants ont donc une dimension nationale et qui est une assemblée révolutionnaire, s'attribuant tous les pouvoirs. Elle est constituante et elle est souveraine. Mais peut-on mettre la même appellation sur toutes les assemblées ? Parce que dans ce cas, le congrès des soviets est lui aussi une Assemblée constituante. Cela nous avance guère, et ce qui me fait tiquer dès le départ, c'est précisément cette confusion.

Assemblée constituante, dans notre tradition théorique et politique ainsi que dans la méthode du *Programme de transition*, c'est quelque chose de parfaitement déterminé, à partir de rapports précis entre les classes. En règle générale, il s'agit des rapports sociaux et politiques existant dans les pays où la révolution démocratique bourgeoise n'a pas eu lieu. Y compris par rapport aux pays fascistes, le *Programme de transition* ne pose pas la question de la Constituante. Au début des années trente, Trotsky a écrit un article que je connais par cœur et dans lequel il s'interroge sur le fait de savoir si, par rapport à l'Allemagne, compte tenu de la destruction des institutions démocratiques qui existaient à un moment donné, il ne faudrait pas avancer le mot d'ordre de Constituante. Et Trotsky a même été plus loin que cela puisqu'il dit que l'on peut même s'interroger sur le fait de savoir si, le souvenir des anciennes institutions supprimées par le nazisme étant

« Un problème de méthode et une question théorique »

Pierre Lambert

L'essentiel de l'intervention de Stéphane a été consacré à la question de la Constituante et c'est la raison pour laquelle j'ai demandé à intervenir tout de suite. Cet amendement, je le repousse et je voudrais m'en expliquer complètement. Je pense que c'est un problème de méthode et une question théorique. Enfin, je reprendrai le problème pratique en examinant la façon dont Lénine a posé la question de la Constituante dans le cours même de la révolution de 1917.

Pour nous, qu'est-ce que la dictature du prolétariat ? C'est un Etat bourgeois

le débat sur la Pologne

le principal mot d'ordre ?

« Dialoguer avec les masses
Miguel Capa

Je voudrais aborder la question de la Constituante. C'est une chose difficile de manier les catégories abstraites, théoriques, politiques, en les ramenant sur terre. Nos catégories doivent partir de la réalité pour revenir à elle. Trotsky a dit que toute révolution nous oblige à remettre en question le passé. Si nous croyons détenir un petit manuel que chaque révolution va confirmer, nous nions l'essence même du marxisme. Certes, les traits généraux vont être confirmés, mais ils vont être aussi enrichis. Et, comme il l'a lui-même écrit, Trotsky a toujours réévalué ses analyses antérieures.

C'est pourquoi le marxisme est riche, c'est pourquoi aussi il est difficile. En ce qui me concerne, je l'avoue, je ne suis jamais certain ; je suis toujours en train de me demander où est le nouveau et où est l'ancien.

Ni le *Programme de transition*, ni aucun texte ne peut être pris comme une Bible. Par exemple, rien ne s'est accompli de ce que contenait le *Programme* à propos de l'Allemagne. Il prévoit qu'avant même que les syndicats ne se réorganisent, toute l'Allemagne aurait été couverte de soviets et que les bureaucrates syndicaux auraient été liquidés avant qu'ils puissent reprendre le contrôle du mouvement ouvrier. Croyez-vous que c'est cela qui se soit passé à partir de 1944-45 ?

Ce que nous défendons, c'est la méthode du programme, méthode qui permet une compréhension commune des événements, donc des tâches. La IV^e Internationale avait-elle prévu que l'Eglise allait devenir le parti majoritaire en Pologne ? Il s'agit ici de donner un programme pour cette Pologne-là, réelle, avec cette révolution politique concrète. Par exemple, Stéphane ne dit pas si la Constituante est bonne pour combattre l'influence néfaste de l'Eglise et de Walska à la tête de *Solidarité*. Il faut qu'il propose un mot d'ordre pour nous permettre de nous adresser aux masses. Si ce n'est pas celui-là, un autre. Des soviets ? Nous n'aurions plus alors aucune possibilité de dialoguer avec les masses. Car le mot soviétique, pour elles, signifie la domination de l'URSS. C'est le terme même, la mythologie de l'oppression bureaucratique. C'est comme cela que sont, je crois, les masses polonaises, telles qu'elles existent.

Le rôle des appareils est néfaste à tous points de vue. Pierre a abordé un problème très important : la rupture de la mémoire historique. Par exemple, s'il y avait eu une grande révolution d'Octobre en Pologne, je ne crois pas que l'Eglise aurait conservé une influence aussi importante. C'est justement un des aspects du crime stalinien contre la

conscience de la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

Nous avons vu comment la tradition mondiale du stalinisme a engendré des courants nationalistes et populistes. A cause du stalinisme, il y a eu trente années de péronisme en Argentine. De ce fait, à des phénomènes politiques comme le péronisme, nous avons dû donner des réponses qui n'entraient pas complètement dans le *Programme de transition*. Ou nous nous posons ces problèmes réels, ou nous nous liquidons.

En vertu du même phénomène, il y a eu le 26 juillet à Cuba, le FSLN au Nicaragua et, aujourd'hui, en Pologne, cette présence de l'Eglise catholique pendant la révolution politique.

Une bonne partie de tout cela a été prévu par le marxisme. Dans la discussion entre Boukharine et Lénine sur la question du programme du Parti communiste d'URSS après la prise du pouvoir et l'expropriation du capital, Lénine pose comme principe programmatique, j'insiste, comme principe programmatique, l'Assemblée constituante. Je ne vois donc pas pourquoi cela pose un problème si grave d'avancer ce mot d'ordre en Pologne.

Nous touchons ici la question des relations entre dictature du prolétariat et Assemblée constituante. Tout ce qui se fait aujourd'hui en Pologne, en termes généraux, tant qu'une contre-révolution bourgeoise n'a pas eu lieu, entre dans le cadre de la dictature du prolétariat. Ce problème est décisif. C'est là qu'intervient l'Assemblée constituante. Et Assemblée constituante ne veut pas dire soviétique. Les libertés démocratiques ne veulent pas plus dire soviétique. Les combats pour les libertés syndicales et les comités d'usine, pour la liberté de presse et de réunion se développeront à travers des luttes pour la renaissance et le développement de la démocratie soviétique.

Du fait que le stalinisme a vécu beaucoup plus longtemps que nous le pensions et qu'il a imposé une brutale dictature bureaucratique sur d'autres pays, l'Assemblée constituante entre dans le cadre de cette lutte pour les libertés.

En s'en tenant strictement aux textes, nous ne devrions lutter que pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, et rien de plus. D'un autre côté, je n'ai jamais lu chez Trotsky que le processus dans un Etat ouvrier allait avoir lieu à travers un syndicat ouvrier. Trotsky parlait de plus de démocratie soviétique, et de tout le reste, comme d'un problème combiné. Pourtant, le problème qui a surgi en premier, c'est la lutte pour la liberté des syndicats, et c'est devenu l'axe central. C'est précisément du fait de ce retard que le problème syndical apparaît en premier. Le retard : la rupture de la mémoire historique. Ce que Pierre dit à propos de l'URSS — le fait que là-bas nous ne devons pas avancer la question de la Constituante — me semble une analyse très correcte, car elle s'appuie sur la mémoire du prolétariat d'URSS : les soviets, 1905, 1917. Pourtant, la Constituante n'est pas à écarter complètement en ce qui concerne l'URSS, dans le cas où le premier grand problème surgirait en Ukraine ou avec les nationalités opprimées, ou à travers une question similaire.

Aujourd'hui, j'en suis d'accord, ce serait une irresponsabilité théorique d'avancer ce mot d'ordre. Nous pouvons seulement le mentionner comme hypothèse. La mémoire historique indique que le problème s'oriente vers la question des soviets. Mais, si on en croit

Lénine lui-même, il peut arriver que nous ayons à combiner soviets et Constituante. Nous verrons bien.

Cette mémoire historique en Pologne n'existe pas. Jamais les soviets n'y ont pris le pouvoir. Il n'y a pas eu d'étape démocratique, pas même démocratique-bourgeoise, la bureaucratie ayant brûlé les étapes.

Je pense que nous devons prendre le problème de manière concrète : il s'agit de la Pologne d'aujourd'hui. C'est de cela que traite le document. A ce sujet, je demanderai au camarade Stéphane, qui a tant apporté à nos *Thèses* et à toutes nos discussions, que nous dégagions cette discussion du terrain de la lutte entre les catégories.

Le camarade a bien indiqué le problème du fétichisme à propos des soviets. Où y a-t-il aujourd'hui des soviets en Pologne ? En Pologne, il y a l'Eglise catholique, qui est très forte ; il y a *Solidarité*, dirigé par un catholique ; et, d'un autre côté, il y a les masses qui font une révolution politique et des comités d'usine embryonnaires qui, probablement, se transformeront en soviets. Il nous faut poser tout cela, c'est certain, mais face au problème posé par la dictature bureaucratique et tout ce mouvement qui se développe au nom de la démocratie. Je ne vois pas de meilleur mot d'ordre que celui de l'Assemblée constituante.

En ce qui concerne les soviets, il se peut qu'ils apparaissent spontanément, mais je n'y crois pas beaucoup. Walska va lutter de toutes ses forces contre les soviets. C'est seulement dans le cas où apparaîtrait une direction différente de celle de Walska qu'ils pourraient surgir.

La question du développement des forces productives

En ce qui concerne les forces productives, je crois que leur développement provoque un phénomène contradictoire, de renforcement de la classe ouvrière. Mais les deux pôles se renforcent. Notre pronostic politique doit donc avoir un caractère alternatif : soit la bureaucratie devient de plus en plus une prolongation de la bourgeoisie mondiale au sein des Etats ouvriers, et elle lance alors le pays sur la voie du capitalisme, soit la classe ouvrière détruit la bureaucratie, ouvrant ainsi la voie au socialisme.

Malheureusement, tout comme je continue de penser que l'alternative reste **socialisme ou barbarie dans tous les pays**, dans les Etats ouvriers la bataille n'est pas gagnée d'avance, et il ne s'agit pas non plus d'un pronostic automatique.

Le camarade a totalement raison quand il dit que le renforcement du prolétariat pose le problème de la révolution politique et de la révolution internationale ; mais le développement économique aiguise les contradictions et renforce l'alternative : vers le socialisme, ou retour au capitalisme. Vers le socialisme, cela veut dire révolution ouvrière, comme l'indique le *Programme de transition*.

Je dis cela pour que nous ne tombions pas dans un optimisme économique. En somme, il s'agit d'une bataille à venir, de très grande envergure. Il s'agit de forces contradictoires qui, tôt ou tard, s'affronteront. Mon appel s'adresse au facteur subjectif : ne pas oublier une seule seconde qu'il y a un processus qui se dirige vers nous ; c'est presque certain. Chaque jour, les contradictions se font plus aiguës et, socialement, notre pôle se renforce.

« Se préparer aux affrontements »

Andrès Romero

Il est important de garder présent à l'esprit que nous sommes en train de discuter d'un processus révolutionnaire en plein développement. Le problème décisif est de savoir comment nous pouvons aider les masses à se préparer aux affrontements, y compris physiques, qui ne manqueront pas d'avoir lieu avec le pouvoir, la bureaucratie.

En ce sens, je crois que nous avons suffisamment expliqué que les mots d'ordre démocratiques, qui se concentrent dans le mot d'ordre d'élections libres pour une Assemblée constituante, jouent un rôle essentiel pour mobiliser les masses, leur fixer des objectifs plus précis contre le gouvernement, et pour concentrer, comme disent les Polonais, « toute la société » contre la bureaucratie.

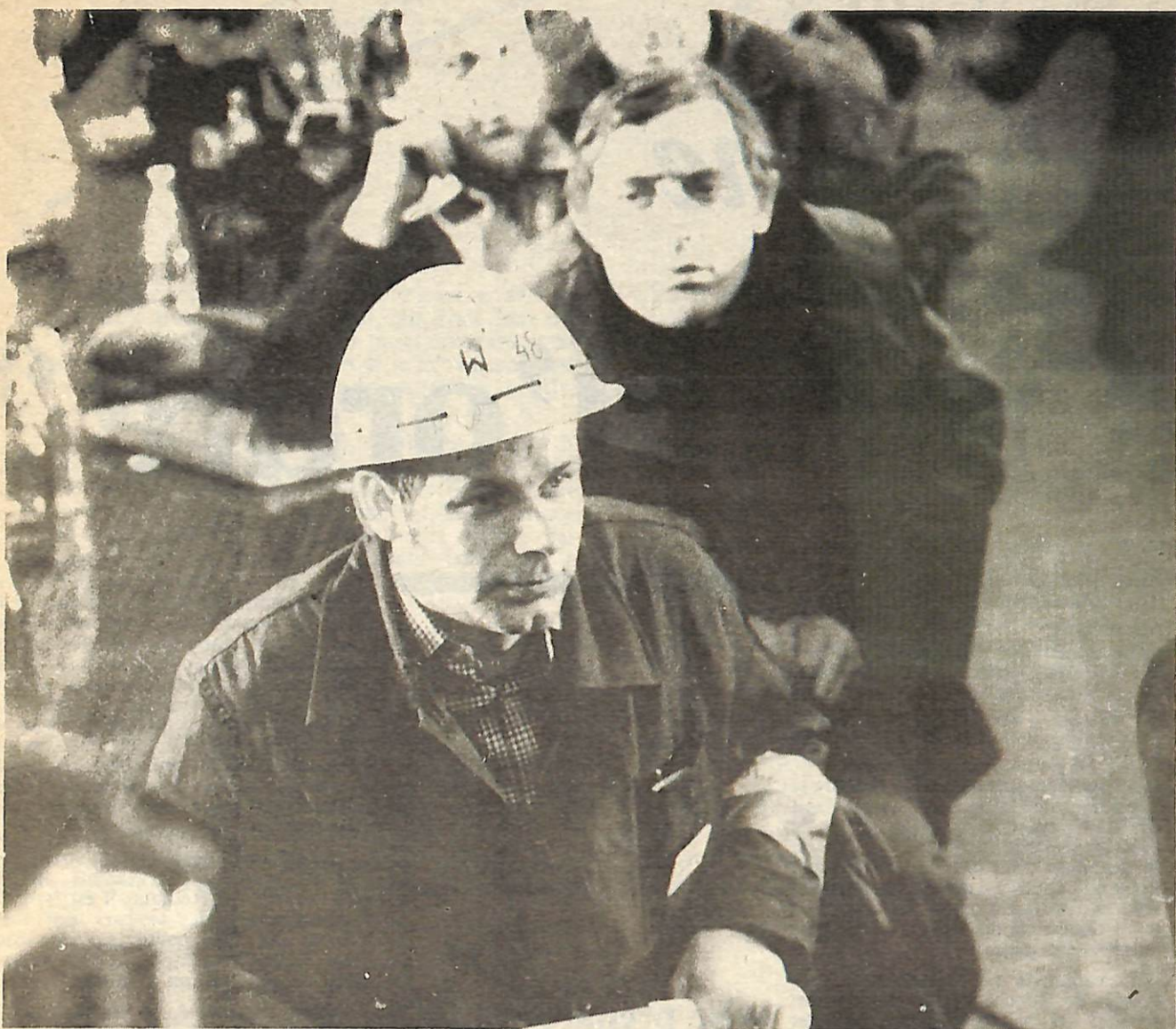
S'il en est ainsi, ce mot d'ordre va nous aider dans notre combat ; il va devenir un levier pour l'activité des organes de lutte qui se sont constitués. Il jouera un rôle très positif (indépendamment du fait qu'il se concrétise ou non dans un débat politique dans une assemblée) et permettra de clarifier les différentes positions qui existent au sein du mouvement des masses. Car ce débat existe, et pas seulement entre la bureaucratie et les secteurs les plus avancés du prolétariat qui veulent la balayer. Ce mot d'ordre peut jouer un rôle formidable pour démasquer les éléments liés à l'Eglise et aux secteurs qui se présentent comme favorables au « renouveau » et qui font partie en fait de l'appareil stalinien. Le succès d'une politique révolutionnaire n'est pas assuré d'avance, même si le cadre de la révolution politique offre au programme trotskyste de grandes possibilités de pénétration. D'un autre côté, dans un Etat ouvrier, pas plus qu'en régime capitaliste, le mouvement ouvrier ne peut construire spontanément une direction révolutionnaire. En ce sens, s'il est vrai que les courants centristes qui apparaissent ont une signification plus positive que ceux d'Occident, ils sont néanmoins confrontés à un pouvoir plus totalitaire et disposant d'une marge de négociation plus étroite. Il n'empêche que la nécessité d'une direction révolutionnaire conséquente reste posée et surgira clairement d'une lutte politique.

En ce sens, dans aucun pays, et encore moins en Pologne, la voie de la construction du parti révolutionnaire ne se situera dans le développement linéaire d'un groupe trotskyste. Il est certain que l'activité d'un petit groupe peut avoir de grandes répercussions dans les conditions actuelles du mouvement des masses et du processus révolutionnaire. Mais, justement, ces répercussions sont liées à sa capacité de se lier à ces courants que charrie le mouvement des masses.

Il est correct de miser sur l'apparition de tels courants. Par exemple, au sein du mouvement étudiant, il est possible que surgissent des secteurs qui, cherchant une issue politique, deviennent des composantes importantes de la lutte pour la construction d'un parti.

D'un autre côté, je voudrais souligner, tel que c'est indiqué dans le complément de la résolution sur la Pologne, l'importance de l'évolution des événements au sein de l'armée, évolution que nous devons suivre de près. Après avoir écrit notre projet de résolution, la presse informa qu'un débat politique venait d'être engagé au sein de l'armée. Cela, je me permets d'insister, est très important. Indépendamment des rythmes, le processus dans son ensemble se dirige vers un affrontement ; et s'y préparer consiste en partie à étudier comment avoir une influence sur ce processus. Le mot d'ordre de « gouvernement de *Solidarité* » conduirait, je crois, à une situation totalement opposée à cela.

La manière d'avancer en commençant à poser la question du pouvoir d'une façon concrète, c'est avec le mot d'ordre de Constituante, et en impulsant la mobilisation pour imposer cette exigence. S'il s'agit de combattre pour un pouvoir ouvrier différent, il faut le dire comme tel : il faut un autre pouvoir ouvrier, nous allons lutter pour cela dans la Constituante. Mais nous voulons aussi démasquer les hésitations de la direction de *Solidarité* et, précisément, ce que nous ne devons pas demander, c'est que *Solidarité* aille au gouvernement. Nous demandons au contraire qu'il lutte pour les revendications du mouvement des masses, dont la Constituante est la principale.



Pologne : les conclusions du débat

Intervention de Pierre Lambert

Camarades, je pense que tout au long de la discussion nous avons beaucoup avancé et surtout éclairé bien des choses. En soulignant la relation qui existe entre la révolution politique et tout le passé historique d'un pays, nous avons touché un point fondamental et, si l'on y réfléchit bien, c'est d'ailleurs la marche même de la révolution qui est ici en cause. Par exemple, avec la Commune de Paris, les communards pensaient rééditer la Commune de 1793. Ils s'appuyaient sur la Constitution de l'An II, l'une des Constitutions des plus démocratiques qui puisse exister mais qui reste cependant bourgeoise. Seulement, le contenu de classe en était modifié.

La révolution est à la fois rupture et continuité et ce serait une erreur de ne la voir que comme une rupture. Ainsi, si les traditions nationales ne constituent que la forme sous laquelle s'exprime la nécessité historique de la révolution mondiale, on ne peut se contenter de parler de « révolution mondiale » dans le combat dans un pays pour la révolution. Comme l'écrivait Trotsky en 1936, dans *La Révolution trahie*, nulle part ne sont inscrites les étapes par lesquelles l'URSS devra en passer jusqu'à la victoire de la révolution politique. En particulier, il n'était inscrit nulle part que le temps qui a séparé l'instauration de la dictature stalinienne jusqu'à la mort de Trotsky est infiniment plus court que la période qui l'a suivie.

Il y a des processus qui ne sont en aucun cas contradictoires mais que l'on ne peut pas figer à la liste que Trotsky en a dressée en 1936. Je crois que c'est plus vaste encore que la seule question de la Constituante. C'est Rosa Luxemburg qui se posait cette question : pourquoi, depuis la mort de Marx et d'Engels, n'y a-t-il pas de nouveautés théoriques qui aient été rajoutées à ce que ceux-ci avaient dégagé ? Elle répondait : la méthode de Marx couvre la période qui va de la domination de la bourgeoisie au socialisme, ajoutant qu'ensuite, le socialisme une fois instauré, apparaîtra une nouvelle théorie incorporant bien sûr les conclusions de Marx et d'Engels.

Je crois que c'est là quelque chose qu'il nous faut comprendre. Par exemple, Marx et Engels ont estimé qu'aux Etats-Unis ou en Angleterre, la dictature du prolétariat pourrait s'instaurer sans violence, et vous savez tous à quel point cette opinion a pu être utilisée et dénaturée par les réformistes. Poser

cette question aujourd'hui, pour ces pays, serait bien entendu absurde. Toutefois, après la victoire de la révolution aux Etats-Unis et dans toute une série de pays arriérés, ce problème se posera. Il s'agit d'ailleurs déjà posé à Lénine et Trotsky dans le cas de la Géorgie où c'est seulement les conditions de guerre civile qui ont contraint les bolcheviks à intervenir, alors que ni Lénine ni Trotsky ne souhaitaient une intervention armée, envisageant la coexistence avec un Etat bourgeois démocratique dans le cadre même de l'Union soviétique. Et c'est ainsi que, si la question en discussion sur la Constituante n'est pas exactement identique, j'estime qu'il est avant tout nécessaire d'aborder les problèmes théoriques à partir d'une réalité plus riche et plus vivante que des schémas.

Je ne vais pas reprendre toute la discussion puisque chacun a pu exposer à fond sa position tout au long de la discussion que nous venons d'avoir. Je veux seulement dire un mot sur le gouvernement de *Solidarité*.

Gouvernement de *Solidarité* ?

Nous ne sommes pas par principe contre le cumul des mandats syndicaux et politiques. Et cela va même plus loin puisqu'en France notre mot d'ordre était à la Libération de gouvernement du Parti socialiste, du Parti communiste et de la Confédération générale du travail (CGT). Toutefois, en tenant compte des traditions françaises, je suis personnellement contre le cumul des mandats politiques et syndicaux dans la France d'aujourd'hui. Je ne ferai pas de cela une norme programmatique, cela serait totalement erroné, mais, tenant compte des traditions françaises, de ce que représentaient les syndicats en France et de toute leur tradition et leur évolution vivante, il y a aujourd'hui ce problème et celui-ci doit, à mon avis, être réglé dans le sens que j'indique. Ces questions sont la chair vivante de l'expérience d'une classe, et c'est ainsi que pour ma part, sur la base de l'expérience, j'ai fait adopter en 1945, par le congrès du PCI (1), un amendement aux 21 conditions (2) concernant le point sur parti et syndicat, estimant que l'on devait revendiquer l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, Etats, gouvernements. Celui-ci a été voté à l'unanimité. Cela bien que je reste d'accord avec ces 21 conditions, de A jusqu'à Z, mais à un moment précis, cette décision était motivée par tout le cours de l'expérience. De même, l'une des plus gran-

des erreurs faites par Lénine, parce que Lénine a commis des erreurs, et il était capable de le dire, cela a été la décision de constituer l'Internationale syndicale rouge. Pourtant, l'intention était au départ bonne. La CNT (3) espagnole avait voté à son congrès d'adhérer à l'Internationale communiste et envoyé Pestana, son secrétaire, à Moscou. Comme Lénine ne connaissait pas très bien les anarchistes espagnols, il a convoqué Rosmer (4) et lui a demandé : « Vous qui connaissez bien les anarchistes, que faudrait-il à votre avis faire ? » L'Internationale communiste était régie par le centralisme démocratique et les anarchistes y étaient opposés. Il fallait trouver autre chose pour intégrer la centrale anarchiste révolutionnaire dans le combat. De là l'idée de Lénine de former une Internationale syndicale rouge à laquelle la CNT adhérerait et qui aurait des observateurs aux réunions de l'Internationale communiste. Le résultat en a été que la scission internationale était ainsi consolidée. Staline a pu ainsi utiliser l'ISR et la scission syndicale comme un instrument pour mener à bien la stalinisation des partis communistes. Utiliser la méthode du marxisme exige son application à des phénomènes nouveaux. Aujourd'hui, avancer le mot d'ordre de gouvernement de *Solidarité* serait non seulement faux pour toutes les raisons qui ont déjà été données. Plus encore, parce qu'avec toute l'expérience qui a été celle des masses des pays de l'Est et de Pologne en particulier, un tel mot d'ordre serait compris comme la transformation du syndicat *Solidarité* en un rouage de l'appareil d'Etat. Je crois donc qu'il faut aborder la question du gouvernement en tenant compte des rapports réels existant entre *Solidarité*, le POUP et les masses.

Bien entendu, le mot d'ordre de Constituante est étroitement relié à celui de défense de la propriété sociale comme on qualifie actuellement en Pologne la propriété d'Etat.

- (1) Parti communiste internationaliste, section de la Quatrième Internationale.
- (2) Les 21 conditions définies par Lénine en 1920 à l'entrée d'organisations dans l'Internationale communiste.
- (3) Confédération nationale du travail (CNT), syndicat espagnol dirigé par les anarchistes.
- (4) Alfred Rosmer, ancien anarcho-syndicaliste et l'un des premiers militants français à se rallier à la révolution russe ; rejoindra ensuite l'Opposition de gauche.

Vie du mouvement

Mexique : un succès politique de la campagne pour l'enregistrement

Le POS et la LOM viennent de réaliser une campagne pour obtenir l'enregistrement électoral de la LOM. Celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une lutte plus large, à laquelle participent d'autres forces de gauche dont le PRT, section du Secrétariat unifié. Quant à lui, le PC mexicain s'en est tenu à l'écart. Cependant, la pression exercée fin mars (le POS et la LOM avaient déjà réussi à obtenir 15 000 signatures) a obligé les stalinien à appeler à un meeting face au Palais du gouvernement pour demander l'enregistrement de tous les partis de gauche. Ils l'ont fait unilatéralement, tenant ce meeting avant celui que préparaient le POS et la LOM avec le PSD et le PRT, et auquel était invité le PCM. Mis à part cette manœuvre, l'événement politique est ici constitué par le fait que la campagne qui a été réalisée pour l'enregistrement a obligé le PCM à se prononcer et à reprendre à son compte cette revendication. De son côté, le gouvernement a dû autoriser l'enregistrement du PRT et du PSD.

Venezuela : un accord politique entre le PST et le MAS

Le 18 mai dernier, le MAS (Mouvement vers le socialisme) et le PST, section de la « IV^e Internationale (Comité international) » ont informé la presse de divers accords « qui commencent déjà à se manifester (...) dans la préparation d'une Rencontre nationale unitaire des dirigeants politiques ouvriers et populaires de gauche, comme l'a proposé le PST, ainsi que le dépôt à l'ambassade polonaise de signatures en défense du syndicat "Solidarité", entre autres choses. Les accords auxquels on est parvenu auront des répercussions favorables (...) sur la possibilité de formuler une alternative électorale unitaire de la gauche sans compromis avec des organisations ou des personnalités bourgeoises, qui brandisse le drapeau de l'indépendance politique du prolétariat. » (reproduit de *La Chispa* (L'Étincelle), organe du PST).

Portugal : congrès d'unification du POUS

Les 20 et 21 juin a eu lieu le Deuxième congrès du POUS d'unification avec les militants de l'ex-PST.

Y ont assisté 41 délégués, dans leur majorité ouvriers, et y a parti-

cipé une délégation du Comité exécutif de la « IV^e Internationale (Comité international) ». Le secrétaire général du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section du Secrétariat unifié) y était également en tant qu'invité et observateur. La presse, ainsi que la télévision, ont signalé l'événement.

Ce congrès a représenté l'aboutissement d'une large discussion politique et d'une intervention unifiée : participation commune aux élections législatives, présentation d'Aires Rodrigues aux présidentielles, combat commun pour un gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois et actions sur la Pologne, le Salvador, l'Irlande et la reconstruction de la IV^e Internationale. Les documents approuvés signalent la nécessité de lutter contre la révision constitutionnelle que tente le gouvernement dans le but de liquider les conquêtes ouvrières effectuées par la révolution du 25 avril. Ils avancent la nécessité d'un front avec les partis ouvriers pour la mobilisation.

On s'est fixé pour objectif d'avoir multiplié par deux le nombre de militants en avril 1982 et de régulariser la sortie bi-mensuelle du journal. Une commission nationale du parti a été élue et celle-ci a désigné un secrétaire.

Prochains congrès et conférences

• Les 28 et 29 juin, se tient en Grèce, la 1^{re} Conférence nationale convoquée par les militants du journal *Le Socialiste*. Elle a pour objectif de constituer l'organisation Courant socialiste révolutionnaire.

• Le 19 juillet aura lieu au Pérou le congrès d'unification du POMR et du PST (voir notre dernier numéro). Juan Villa, secrétaire général du PST, a déclaré : « Que cela ait lieu au moment même où se développe une offensive répressive et un prétendu "Pacte social" qui cherche à compromettre les directions du mouvement ouvrier avec la politique de braderie du pays et de famine du "belaundisme", voilà qui signifie que le parti trotskyste unifié sera un clair pôle de classe en faveur de la mobilisation des masses contre le gouvernement d'Action populaire. »

• Fin juillet, se tiendra en Italie la Conférence nationale de la Ligue socialiste révolutionnaire. Celle-ci vient de participer à la campagne pour l'avortement et à la construction d'un syndicat étudiant, et a présenté des candidats aux municipales.

• Les 5 et 6 septembre, la Ligue socialiste de Suède réalisera sa conférence.



France : une Assemblée générale de l'OCI unifiée

A l'issue d'une année politique, mais aussi au moment d'un tournant historique de la vie politique en France, l'OCI (section française de la « IV^e Internationale (Comité international) ») a, le 24 juin, rempli la salle de la Mutualité lors de l'assemblée générale de ses militants de la région parisienne.

Il s'est agi indiscutablement d'un événement politique dont chaque révolutionnaire peut mesurer l'importance. Comme l'a souligné le camarade Lambert, en juin 1936, c'est M. Thorez qui, dans cette même salle, réunissait l'AG du PCF. La « révolution française commençait » (selon les termes de Trotsky) dans une situation où le stalinisme triomphait et où les trotskystes d'alors étaient une poignée de jeunes militants membres de deux organisations déchirées. Ce simple rappel indique la différence des situations et les raisons de l'immense confiance des trotskystes d'aujourd'hui. Si on devait résumer en un mot ce qui se dégagait de cette assemblée, on pourrait le faire en disant la profonde conviction des militants rassemblés que les semaines et les mois qui viennent, seront les semaines et les mois de la construction d'un véritable parti révolutionnaire en France, section française de la « IV^e Internationale (Comité international) »